Le Midi Rouge

Bulletin de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon

N°12, Décembre 2008

Directeur de Publication :
Nicolas MARTY
Rédacteur en Chef :
Patrick VAZEILLES
Commission paritaire :
N° ISSN : 1778 – 8927
Imprimerie spéciale de l'Association MAITRON LR
Abonnement institutionnel :
15 euros, port inclus
Abonnement individuel :
7 euros, port inclus
Adhésion (avec abonnement) :
15 euros, port inclus

Comité de lecture :

André BALENT
Hélène CHAUBIN
Olivier DEDIEU
Raymond HUARD
Nicolas MARTY
Patrick VAZEILLES

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION :…… ..... ….p.2

BIOGRAPHIES :
Guignon Jean, Raoul, Alexandre (par André Balent)……..p. 3
Salabert Paul, Firmin (par Hélène Chaubin).....……...p. 4
Rivéra Marie-Jeanne (par Jean Lenoble)…….p. 7

FICHE DE LECTURE :
La conquête républicaine dans le Gard (Fabien Nicolas)…….p. 9

NOTES DE RECHERCHES :
-Addendum, article de Marc Corratger in *Le Midi Rouge*, n°11……...p. 11
-*L'essor de l'antimilitarisme dans les Pyrénées-Orientales au printemps 1909* (Miquèl Ruquet)……..p. 11
-*La mémoire des Première et Deuxième guerres mondiale à Bourg-Madame (Pyrénées-Orientales). Réflexions autour d'un monument aux morts* (André Balent)……p.19
-*Des Assurances sociales à la Sécurité sociale dans l'Hérault (1930-1950)* (Hélène Chaubin)……p. 25
-*La SFIO de Béziers à la Libération. L'impossible conquête du pouvoir, 1944-1945* (Olivier Dedieu)……p. 31
PROGRAMME DE LA JOURNÉE D'ÉTUDES « MAITRON LR », PERPIGNAN, 7 FÉVRIER 2009……. .p.38

PRÉSENTATION DU MAITRON

L'historien Jean Maitron a fondé une œuvre sans commune mesure, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*. Cet ouvrage, appelé communément " le Maitron ", recense plus de 100 000 biographies du monde ouvrier, de l'anarchisme au socialisme en passant par le communisme, de la Révolution Française à la seconde guerre mondiale. Après la disparition de son créateur, Claude Pennetier a repris le flambeau. Sous son égide, le dictionnaire (désormais : le *Maitron, dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social*) ouvre une nouvelle période de recherche, pour couvrir l'histoire du monde ouvrier de 1940 à mai 1968.

Au-delà du seul dictionnaire, le projet Maitron vise aussi à fédérer les acteurs intéressés par cette histoire, historiens, militants, archivistes, ainsi que toute personne intéressée par ce type de démarche historique. À cette fin a été créé un site Internet (http://biosoc.univ-paris1.fr/). Par ailleurs, le Maitron a décidé de favoriser les démarches régionales pour émuler les recherches historiques à cette échelle. C'est dans cette perspective que nous avons créé l'association Maitron Languedoc-Roussillon.

Le but de l'association est lié, dans un premier temps, à la rédaction des notices biographiques du mouvement ouvrier régional. Plus globalement, l'objectif est de médiatiser et de favoriser la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier dans une région, le Languedoc-Roussillon, qui a été un terreau très fertile pour le développement de ce mouvement. C'est dans cette perspective que nous avons entrepris la diffusion de ce bulletin qui a deux grandes finalités. La première est de restituer les figures du mouvement ouvrier (élus, militants politiques, responsables associatifs, intellectuels…) en diffusant leurs biographies. La seconde a pour but de mutualiser les connaissances sur le monde ouvrier et les mouvements sociaux et de favoriser la recherche historique dans ce domaine.

Cette entreprise regroupe des historiens, des archivistes, des militants mobilisés par cette démarche. L'association est ouverte à tous ceux qui seraient intéressés à participer, qu'il s'agisse de rédiger des notices, informer sur l'existence d'archives, proposer de nouveaux projets de recherche ou nous soutenir.

Olivier DEDIEU

Coordonnées :
Maitron Languedoc-Roussillon
CEPEL, Faculté de Droit
39, rue de l'Université, 34 060 Montpellier Cedex
06 64 88 57 35olivier.dedieu@univ-montp1.fr
Pour tout envoi et règlement, contactez directement le trésorier :
André Balent
29, rue du Vélodrome, 66 100 Perpignan
04 68 67 48 cat-ab-balent@wanadoo.fr.
04 68 67 48 32 ; 04 68 04 87 69

BIOGRAPHIES :

GUIGNON Raoul, Jean, Alexandre.

Né à Montpellier (Hérault) le 4 juin 1904 ; mort à Perpignan (Pyrénées-Orientales) le 12 octobre 1986 ; employé des PTT, militant syndicaliste (CGT puis CGT-FO) de l'Hérault, du Doubs, des Pyrénées-Orientales, secrétaire de l'UD FO des Pyrénées-Orientales) ; militant du Parti socialiste SFIO, conseiller municipal de Perpignan (Pyrénées-Orientales), résistant (MUR) dans les Pyrénées-Orientales).

Son père, Édouard, Louis Guignon était journalier à Montpellier. Sa mère, Marie, Eugénie Rudelle n'exerçait pas de profession. Il se maria à Montpellier le 28 juillet 1928 avec Marthe, Louise Massol.

Employé des PTT dans son département d'origine, il fut, en 1928, secrétaire des Jeunesses syndicalistes des PTT de l'Hérault. Militant de la CGT, il fut successivement, entre 1928 et 1939, secrétaire départemental du syndicat des employés des PTT du Doubs ; membre de la CA de l'UD-CGT du Doubs ; secrétaire (1935-1939) de la Fédération postale de Saône-et-Loire.

R. Guignon résida dans les Pyrénées-Orientales à compter, au moins, de 1940. Il fut dans la clandestinité, secrétaire de la Fédération postale (CGT) des Pyrénées-Orientales. Militant des MUR (et, sans doute, auparavant, de Libération-Sud) il fut le responsable départemental des NAP dans les PTT.

À la Libération, il devint secrétaire adjoint de l'UD-CGT des Pyrénées-Orientales. Il passa à FO après la Scission syndicale. Dès janvier 1948, R. Guignon était secrétaire de l'UD-FO, fondée le 28 décembre 1947. L'UD-FO dont Raoul Guignon présida les destinées comptait environ 3500 adhérents en 1950, présents surtout dans la fonction publique et le secteur tertiaire. Elle n'en regroupait plus que la moitié en 1957, alors que la CGT groupait en moyenne 3800 adhérents pendant la IVe République. Raoul Guignon fit deux mandats successifs à la tête de l'UD—FO des Pyrénées-Orientales. Il fut remplacé à ce poste par Jean Donnat.

Il adhéra au Parti socialiste SFIO en 1935. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il participa à la résistance à Perpignan, dans le cadre des MUR. Il fut le responsable NAP des PTT des Pyrénées-Orientales. Il fut un militant actif de ce parti dans les Pyrénées-Orientales après 1945. Élu conseiller municipal de Perpignan en mai 1945, sur la « Liste unique » (*Voir* Mercader Félix), présentée à l'initiative du CDL (*Voir* Fourquet Camille), il fit partie des 16 militants exclus du parti pour s'être présentés sur cette liste, en dépit des décisions prises par la Fédération départementale de la SFIO (*Voir* Noguères Henri). Raoul Guignon était en octobre 1947, secrétaire adjoint de la Fédération socialiste SFIO des Pyrénées-Orientales. Il fut à nouveau candidat, en quatrième position, sur la « liste socialiste et républicaine » (SFIO), aux élections municipales à Perpignan (scrutin du 19 octobre 1947). Il demeura conseiller municipal de Perpignan jusqu'en 1953.

SOURCES : Arch. com. Montpellier, état civil. —Arch. privées André Balent, opuscule électoral de la SFIO, publié à l'occasion des élections municipales du 19 octobre 1947. —Roger Bernis, *Roussillon politique, du réséda à la rose…* 1- *Le temps de quatrième (1944-1958)*, Toulouse, Privat, 1984, 287 p. [p. 265]. —Olivier Chauveau, « Le *Républicain du Midi*, journal du comité de Libération des Pyrénées-Orientales (1944-1945) », *Bulletin du centre d'histoire contemporaine du Languedoc méditerranéen Roussillon*, Université Paul Valéry - Montpellier III, 51, 1992, pp. 3-17. —Notice *DBMOF*. —*Le Travailleur Catalan*, Perpignan, hebdomadaire de la fédération communiste, 8 mai 1945. —*Le Cri socialiste*, hebdomadaire de la Fédération socialiste SFIO des Pyrénées-Orientales, 3 janvier 1948. —*Le Républicain du Midi*, quotidien, Perpignan, 9 octobre 1947. —Lettre de René Sacrista, trésorier de l'UD - FO des Pyrénées-Orientales, 14 août 2008.

André Balent

* * *

SALABERT Paul, Firmin.

Né le 9 septembre 1927 à Cette [Sète] (Hérault), mort le 24 août 2000 à Sète ; ouvrier boulanger puis ouvrier du bâtiment ; communiste et syndicaliste CGT dans l'Hérault ; secrétaire régional CGT du bâtiment membre du Secrétariat fédéral du Parti communiste de l'Hérault ; membre du conseil d'administration de la CPAM et de la CRAM de Montpellier ; conseiller municipal à Sète (1953-1971).

Il est possible de distinguer trois périodes dans cette vie vouée au double militantisme politique et syndical, avec des responsabilités multiples assumées jusqu'au bout au sein de la CGT et du Parti communiste. L'impact des crises nationales et internationales a marqué à plusieurs reprises la réflexion et les comportements de Paul Salabert. Il a conservé des engagements sous-tendus par de fortes convictions.

La première période va jusqu'à la fin des années 1950 : c'est le temps d'un éveil précoce à la conscience politique et sociale et des débuts de son action syndicale et de ses responsabilités politiques La mort de Staline qui survient alors que Paul Salabert participe à la conférence nationale du PCF à Gennevilliers lui impose un effort d'analyse qu'il poursuivra à travers tous les événements marquants de la deuxième moitié du XXe siècle. La deuxième période est celle des années 1960 : elle est marquée par la question algérienne et la crise de 1968, par les problèmes internes à la gauche française et par l'élargissement du champ de vision de Paul Salabert qui se rend deux fois en RDA et une fois en URSS. Son combat syndical est aussi très activé par les grands travaux qui transforment alors le Languedoc méditerranéen. Ensuite, à partir de 1970, s'ouvre une troisième période pendant laquelle Paul Salabert qui cumule les responsabilités régionales, suit de plus en plus près les évolutions de son parti, celles de l'Europe, et s'engage particulièrement sur le terrain social pour la défense de la Sécurité sociale.

Ses choix s'expliquent d'abord par les conditions de vie connues dans son milieu familial. C'est le cas de nombreux militants de cette période. Né à Sète en 1927 dans le quartier populaire du Souras Bas, dans une famille de quatre enfants, Paul Salabert fit très jeune l'expérience d'une vie rude, dépourvue de confort, malgré le courage de ses parents : son père était pêcheur en mer et dans l'étang de Thau. Sa mère domestique chez les mareyeurs et les gros commerçants, se louait pour les vendanges pendant un mois par an. Ce n'est pas l'exemple d'un militantisme familial qui amena Paul Salabert au communisme, mais le spectacle des inégalités sociales et de la rudesse des conditions de travail de ses parents. Reçu au certificat d'études primaires en juin 1939, il espérait entrer un jour aux PTT comme l'avait fait son frère aîné. Mais ces modestes espérances furent abandonnées quand un accident rendit son père invalide. Il dut commencer à travailler en 1940. Apprenti chez un pâtissier puis chez un boulanger, il quitta Sète en décembre 1943 avec sa famille qui faisait partie des " inutiles " évacués sur ordre de l'occupant allemand. Près de Mazamet, il fut embauché comme valet de ferme puis comme " demi-ouvrier "dans une boulangerie. La famille Salabert quitta le Tarn après la libération de Sète sinistrée du fait des bombardements ou des destructions ordonnées par les Allemands.

Paul Salabert qui venait d'avoir 17 ans entra dans les " milices patriotiques " créées par le Parti communiste et adhéra aux Jeunesses communistes : ce furent ses premiers engagements. Ils peuvent s'expliquer par l'expérience de l'occupation, des privations et des contraintes endurées depuis 1942 et par la dynamique créée par la Résistance. Paul Salabert devint le secrétaire de son groupe de quartier, le Cercle Guy Moquet. A dix sept ans et demi il adhéra au Parti communiste. Il avait repris son travail d'ouvrier boulanger et il entra en 1945 au syndicat CGT . De mai 1947 à juillet 1948, il accomplit son service militaire au 4e régiment de Spahis en Tunisie où il contracta le paludisme. Il retrouva ensuite immédiatement sa place

à l'Union locale des syndicats CGT de Sète. Il était devenu secrétaire de son syndicat et conduisit la délégation sètoise à la Rencontre internationale de la jeunesse à Nice, du 13 au 21 août 1950. Il continuait à militer au Parti communiste et il fut présent comme Paul Balmigère* et Michel Schuwer* à la manifestation organisée à Montpellier en 1950 pour soutenir Robert Teff dans son action contre la guerre d'Indochine. Au cours de cette journée, Michèle Domenech, atteinte par une grenade lacrymogène, perdit la vue. La même année, il conduisit à Sète la première grève des ouvriers boulangers pour obtenir que fût substitué au forfait en usage le paiement du temps de travail réel. L'action dura quinze jours et déboucha sur un accord mais Paul Salabert fut licencié peu après sans pouvoir retrouver un emploi dans sa profession : une première expérience de l'incompatibilité entre la stabilité professionnelle et les luttes syndicales telles qu'il les concevait. Du moins avait-il acquis de la crédibilité dans son syndicat et son parti : il entra au bureau de l'Union locale et au bureau de la section sétoise du Parti communiste qui était alors dirigée par Gilbert Martelli qu'il remplaça en 1953 avant d'être élu au bureau de l'Union départementale en 1954 et au secrétariat de 1955 à 1958. Candidat sur la liste Arraut aux municipales de Sète en 1953, il compta parmi les 13 élus. Il eut un deuxième mandat en 1959 (la liste Arraut obtenant 30 sièges sur 31).

Paul Salabert en 1999 (collection Hélène Chaubin)

En 1953, la mort de Staline fut annoncée le 6 mars pendant la conférence nationale de Gennevilliers où Paul Salabert était délégué. La nouvelle amena le bureau politique du PCF à annuler la conférence. Paul Salabert ressentit cette décision comme une " faute grave " alors que "la situation politique et le développement du mouvement social, les questions de l'Union face aux dangers, tout cela méritait une analyse approfondie ". En 1954, il était au XIVe congrès à Ivry. En 1955, il fut appelé à l'École centrale du Parti. Il avait considéré la disparition de Staline en 1953 comme " une grande perte " et avoué avoir ressenti trois ans plus tard au moment du XXe Congrès du PCUS " un sérieux traumatisme " quand fut connu le

contenu du rapport de Khrouchtchev. Mais en 1956, il fut de ceux (majoritaires dans son parti) qui approuvaient l'intervention de l'Union soviétique en Hongrie.

À 26 ans, en 1953, il avait épousé Janine Maugasc, fille d'un militant communiste responsable du syndicat des marins de Sète. Elle était la secrétaire de Gilbert Martelli à son bureau d'agent d'assurances et appartenait aux Jeunesses communistes. Elle adhéra au Parti communiste en 1955. Ce couple de militants eut trois enfants : Michel, né en 1954, Patricia en 1955 et Katherine en 1957. Fidèles aux convictions de leurs parents, ils devaient entrer plus tard à la CGT dans le cadre de leurs activités professionnelles : Michel était devenu cuisinier au centre de formation des apprentis du bâtiment à Montpellier, les deux filles infirmières.

Quant au parcours professionnel de Paul Salabert, il était chaotique. Il entra dans le secteur du bâtiment en 1951 et en 5 ans changea trois fois d'employeur : des activités écourtées par les licenciements qui suivaient les grèves. Il n'était pas encore permanent à l'Union locale de Sète. Il dut quitter la ville à laquelle il était attaché pour tenir un emploi d'ouvrier d'entretien aux hôpitaux de Montpellier, puis – en 1956 – d'ouvrier au centre de triage de la SNCF à Villeneuve-Saint-Georges. Là encore, il défendit une cause : celle des logements sociaux pour les ouvriers de province. Revenu à Sète, il fut élu secrétaire général permanent de l'UL-CGT de Sète et membre de la commission exécutive de la fédération nationale du BTP.

Paul Salabert montrait déjà dans cette période un grand intérêt pour les organismes sociaux : il siégea à l'Unedic dès 1955 et fut élu administrateur à la CPAM de Montpellier en 1959. Il avait créé la Mutuelle des travailleurs sétois en 1962, mais il refusa la présidence de l'Union des Mutuelles de l'Hérault : à ses yeux, la Mutualité française était responsable de " *la mise en pièces de la Sécurité sociale* ".

À partir de 1958 et durant les années 1960, le Parti communiste se trouva isolé dans les gauches qui avaient des analyses divergentes sur les événements d'Algérie, leurs impacts en métropole, les crises internes au bloc de l'Est. Paul Salabert conservait son attachement à l'Union soviétique et sa confiance dans les modèles des démocraties populaires. Il fit un voyage en RDA en juin 1960 avec la fédération CGT de la construction et il retourna à Berlin et à Magdebourg en 1967. Il en rapporta des " Notes de voyage " publiées par *La Marseillaise* : ce qu'il observa, dit-il, " me confirma dans les appréciations qui étaient les miennes lors de mon premier voyage en RDA […]. Les gens paraissaient heureux et avoir les moyens nécessaires à leur épanouissement ".

Il était également dans la ligne dominante de son parti quand il se montrait critique vis à vis de la construction de l'Europe de l'Ouest. En 1957, il participait à la campagne contre le traité de Rome. Mais la question algérienne avec toutes ses conséquences en métropole devenait prioritaire. Elle était à l'ordre du jour du 31e Congrès de la CGT où Paul Salabert fut délégué.

La condamnation du 13 mai, la préparation de la grève générale du 27 et de la manifestation du 28, toutes ces actions le conduisirent dans les usines Lafarge, la Société tunisienne, et vers les dockers au BMCO. Les débuts de la Ve République furent un temps de divisions politiques à gauche. Seul le socialiste Raoul Bayou avait sauvé son siège de député en 1958. Les alliances se faisaient contre les communistes (par exemple aux municipales de 1959). À Sète, le succès de la liste Arraut fut une exception. Le front de l'opposition républicaine ne se fit qu'en 1962. En novembre, le tournant fut pris, en particulier à Sète, quand le communiste Raul Calas, arrivé en tête au premier tour, se désista en faveur de Jules Moch situé en 3° position derrière le député sortant UNR. La crise politique mettait en évidence les clivages entre le parti communiste et la SFIO, la CGT et FO. Au début des années 1960, Paul Salabert, membre du Mouvement de la Paix, participa aux luttes contre l'OAS qui tentait de s'opposer par la violence au règlement de la question algérienne. En février 1962, après le drame de Charonne à Paris, il y eut à Sète une manifestation qui rassembla 5000 participants. Paul Salabert considérait avec scepticisme le processus de formation d'un " Front unique de la gauche ". En 1965, quand Mitterrand se présenta comme candidat unique de la gauche, il se

demandait " Pour quoi faire ? Avec quels objectifs ? Quelle politique ? ", car il refusait le réformisme socialiste. En 1972, il considérait le Programme commun comme " une erreur stratégique ".

L'action syndicale prenait une importance grandissante dans certains corps de métier du fait du lancement de grands chantiers dans la région : barrage du Salagou, développement urbain avec la création des quartiers de la Paillade à Montpellier, du Moulin à Vent à Perpignan, de la Devèze à Béziers, du Château Vert à Sète (il fallait loger les rapatriés), développement autoroutier, construction des " Villes nouvelles du littoral ". Pour Paul Salabert, secrétaire régional CGT du BTP, ce fut un temps d'intense activité. Il appartint au Bureau national à partir de 1963 et participa à la rédaction de la première convention collective de ces professions. Il devint en 1967 permanent de la construction pour la Région. En 1968, les tensions entre la CGT et les promoteurs atteignent un paroxysme. Les grèves dans le BTP durèrent un mois.

Il avait été réélu conseiller municipal à Sète en 1965 et en 1971, mais de 1972 à 1977 il quitta Sète pour Balaruc-les-Bains où il intégra le Bureau de la section du PCF. Son intérêt pour l'action sociale ne se démentait pas : il accepta d'assumer la charge du secteur social du Comité régional CGT de 1982 à 1992. Dans cette période, il fut responsable des groupes CGT de deux caisses de Sécurité sociale de l'Hérault : la CPAM de Montpellier-Lodève, et la CRAM.. Il y demeura jusqu'à la modification par ordonnances du système de désignation des administrateurs.

Après sa retraite en 1987, il devint secrétaire de l'Union des sections locales des retraités de Sète et du Bassin de Thau. Il était secrétaire de la cellule Paul Éluard du PCF dans le quartier du Barrou à Sète. Après la victoire de François Liberti qui succéda en 1996 à l'UDF Yves Marchand à la mairie de Sète, François Salabert fut désigné comme membre du Comité de section de son parti et du Centre communal d'action sociale de Sète.

Militant infatigable et fidèle à son parti, il se situait parmi ceux qui gardaient la vision d'un parti révolutionnaire, tout en reconnaissant la nécessité d'une mutation.

ŒUVRE : *C'est ma vie. (Récit d'une vie militante*), Sète, juin 1996, 237 p. [autobiographie de Paul Salabert]

SOURCES :Arch. Dép. de l'Hérault, 17 M 483, élections municipales, octobre 1959. —Archives des Caisses d'Assurances sociales de Montpellier, procès verbaux des conseils d'administration (CPAM et CRAM). —*Le Midi Libre*, municipales avril-mai 1953. —Entretiens et correspondance avec Paul Salabert en 1999.

.

Hélène CHAUBIN

* * *

RIVÉRA Marie-Jeanne

Née le 7 septembre 1938 à Pieusse (Aude). Ouvrière chez Riu Sarda à Limoux (Aude) ; militante communiste (1963-2002) ; militante syndicale depuis 1956 et toujours active (2008) à la CGT (fédération des Cuirs et Peaux) ; conseillère municipale de Limoux élue en 1977, adjointe au maire de Limoux depuis 1983.

Ses parents sont d'origine italienne. Ils ont quitté leur pays en 1934, pour fuir la faim et le fascisme ; son père était ouvrier agricole.

Marie-Jeanne Rivéra a été scolarisée jusqu'à l'âge de 14 ans ; en août 1952 elle est embauchée comme ouvrière à la fabrique Riu Sarda. C'est dans le monde de la fabrique qu'elle prit conscience de l'existence d'injustices de toutes natures dont sont plus particulièrement victimes les femmes et les jeunes ouvriers auxquels certains chefs et sous-chefs n'épargnent pas grossièretés et humiliations. Marie-Jeanne Rivéra symbolisa, à Limoux, le combat conduit pour la défense des salariés des établissements du groupe Myrys privés d'emploi depuis sa cessation d'activité et qui a compté jusqu'à 1100 postes de travail dans la deuxième moitié du XXe siècle.

En novembre 1956 Marie-Jeanne Rivéra manifesta son refus de courber l'échine en participant à sa première grève et en adhérant à la CGT qui n'était pas encore implantée dans l'usine où seule la CFTC comptait quelques adhérents. Marie-Jeanne Rivéra y introduisit la CGT en constituant une section. Elle n'avait que 18 ans et malgré son très jeune âge elle militait déjà contre la guerre en Algérie. Deux ans plus tard elle participa très activement à la campagne en faveur du vote " Non " au référendum constitutionnel du 28 septembre 1958, acte de naissance de la Ve République .

En 1963 elle adhéra au parti communiste et l'année suivante, menant de pair une action syndicale et une action politique, elle accepta des responsabilités à la Fédération CGT du syndicat des cuirs et peaux dont elle fit partie du bureau national de 1967 à 1979. Sur le plan politique local elle fut candidate, à Limoux, sur la liste communiste, aux élections municipales de 1971 ; au second tour la liste socialiste ayant fusionné avec la liste communiste elle est au nombre des sept candidats communistes qui, ayant eu le plus de voix au premier tour, figurèrent sur la liste devenue d'union de la gauche ; mais aucun d'entre eux ne fut élu, les sept sièges revenant à autant de candidats de droite par le jeu du panachage. Au renouvellement suivant, en 1977, l'union de la gauche joua dès le premier tour et Marie-Jeanne Rivéra, avec toute la liste, fut élue au conseil municipal et réélue depuis, sans aucune interruption.

Entre temps, aux élections législatives de mars 1978, Marie-Jeanne Rivéra fut candidate dans la 3e circonscription de l'Aude ; elle arriva en deuxième position avec près de 9 500 voix, derrière le candidat socialiste, Jacques Cambolive, dont le score fut de 16 800 voix et en faveur duquel elle se désista ce qui lui permit de battre le député de droite sortant, Jean-Pierre Cassabel.

Au conseil municipal la collaboration entre élus communistes et élus socialistes ne fut pas de tout repos ; dans une affaire immobilière qui a fait quelque bruit à l'époque, c'était en 1978, le groupe communiste accusa le maire socialiste, Robert Badoc, d'avoir favorisé volontairement un concurrent de la ville à des enchères portant sur un domaine où il aurait dû surenchérir et avait pouvoir de le faire. Un conseiller municipal communiste, Christian David, ayant mis le maire publiquement en cause et celui-ci ayant intenté une action judiciaire à son encontre, Marie-Jeanne Rivéra apporte non moins publiquement son soutien à ce dernier ; d'où la fracture entre les deux groupes de la gauche au conseil municipal. Aux élections municipales suivantes, en 1983, communistes et socialistes se présentèrent aux électeurs sur des listes distinctes mais aux termes d'un accord passé au vu des résultats électoraux, les communistes obtiennent une représentation au bureau municipal. Marie-Jeanne Rivéra fut élue à un poste d'adjointe, ce qu'elle est toujours plus de vingt ans plus tard, après les élections de 2001 ; l'année suivante, en 2002, elle quitte le parti communiste, en désaccord avec la mutation amorcée par sa direction nationale qu'elle considérait comme conduisant le parti communiste à la perte de son âme…

Mais ce fut dans le combat syndical que Marie-Jeanne Rivéra fut le plus impliquée ; pour elle, et pour reprendre mot à mot ses propos, "c'est l'essentiel de ma vie". Investie de la confiance sans réserve des salariés de son entreprise qui lui valut d'être reconnue comme une interlocutrice incontournable par ses patrons qui connaissent son influence dans les ateliers, elle ne fut pas étrangère au fait que, chez Myrys, les salaires des ouvriers étaient de peu inférieurs à ceux qui ont cours dans les fabriques de la Drôme et chez Bailly, qui, dans la branche, se situaient dans le haut de gamme, ce qui n'était pas le cas de Myrys.

En 1987, Myrys est cédé à Bata ; pendant quelques années l'entreprise survécut mais en 1995 la fermeture est décidée alors que l'effectif se situait encore à près de 500 ouvriers dont les derniers furent finalement licenciés dans le courant de l'année 2001 ; le plan de conversion et les 20 mois de congés payés qu'il comportait prit fin en juillet 2002. Le combat n'était pas terminé et c'est à Marie-Jeanne Rivéra que les salariés durent qu'il fût poursuivi ;

sur le plan du contentieux prud'homal cette fois, et avec un succès spectaculaire ; en effet les 118 premiers anciens salariés qu'elle avait convaincus d'engager une procédure obtinrent définitivement et sans qu'il en fut fait appel, 2 450 000 € d'indemnités (soit plus de 20 000 € chacun en moyenne) ; encouragés par ce résultat près d'un millier d'autres vont s'engager dans la même voie. C'est Marie-Jeanne toujours qui conduit, pour leur compte, les opérations et assure le relais entre les demandeurs et l'avocat choisi en fonction de sa pratique dans ce domaine ; à savoir Maître Xavier Médeau, du barreau de Charleville-Mézières, qui s'est fait une notoriété méritée dans la défense des intérêts des salariés de l'usine Célatex, dans les Ardennes.

SOURCES : Presse régionale. —Dossiers d'archives pour les élections. – *Le combat des Myrys* ouvrage publié à l'initiative de la CGT Myrys et ATTAC Vallée de l'Aude, Aubenas, Liénhart 2002. —Entretiens avec Marie-Jeanne Rivéra.

Jean LENOBLE

* * *

LECTURES CHOISIES :

HUARD Raymond, *La Conquête républicaine dans le Gard. Les moments, les idées, les hommes 1830-1880*, Uzès, Inclinaison (Petite Bibliothèque d'Histoire), 2008, 170 p.

Ce nouvel ouvrage de Raymond Huard s'inscrit dans la continuité de ses premières recherches[1], même terrain le Gard, même objet la mobilisation politique et même interrogation *comment la France est-elle devenue républicaine ?*

La perspective historique de cette nouvelle recherche est plus large (1830-1880) que les précédentes (1848-1881) et le livre se nourrit en permanence des travaux réalisés ou initiés depuis par son auteur[2]. C'est sans doute un apport important de cette publication (chapitre I) que de réinscrire le mouvement républicain dans le contexte de la Monarchie de Juillet et de rendre compte de la lutte pour le suffrage universel (coeff. document pp. 20-21).

Le choix d'un plan chronologique, cher aux historiens, permet de suivre la progression pas à pas du combat des républicains gardois jusqu'à l'avènement de la République qui marque la victoire du «parti républicain[3]».

C'est bien cette structure qui est au centre de l'ouvrage : son idéologie, son programme, ses ressorts de mobilisation, ses formes d'action collective, légale ou non, selon les moments et les régimes politiques en place, ses résultats électoraux et bien sûr les hommes qui la composent.

La structuration socio-économique et religieuse du Gard met en présence des clivages et des antagonismes qui s'entrecroisent : protestants / catholiques, républicains / monarchistes, bourgeoisie libérale / mouvement ouvrier et enfin rural / urbain. C'est bien tout l'enjeu de cet ouvrage que nous rappelle son auteur dans l'introduction (p. 9) : «la conquête républicaine a connu de grandes phases qui ont marqué l'ensemble du pays, mais elle présente aussi dans chaque département des aspects particuliers. Le Gard n'échappe pas à la règle et c'est histoire originale que nous voulons ici mettre en lumière».

Le résultat de l'élection présidentielle de 1848 met en évidence (p. 32) les particularités gardoises. Pour autant l'attachement aux candidats républicains ne doit pas masquer que les précédents votes de l'année sont très favorables aux Légitimistes.

---

1 *La Préhistoire des partis. Le parti républicain et l'opinion républicaine dans le Gard de 1848 à 1881*. Université Paris IV, Thèse d'Etat, 1977, 1 314 p., 4 volumes, publiée sous le titre *Le Mouvement républicain en Bas-Languedoc, 1848-1881*. Paris, PNFSP, 1982, 520 p.

2 *Le Suffrage universel en France 1848-1946*, Paris, Aubier (Collection historique), 1991, 493 p., *La Naissance du parti politique en France*. Paris, P.N.F.S.P., 1996, 383 p.

3 Georges Weill, *Histoire du parti républicain en France : 1814-1870*, Paris, Genève-Slatkine, 1980 (éd. 1928), 431 p.

Candidats	Pourcentage national	Pourcentage départemental
Louis-Napoléon	74,2	47,6
Cavaignac	19	36,1
Ledru-Rollin	5	14,7

Le vote à l'élection présidentielle de 1848.

Les trois chapitres consacrés à la IIe République mettent en avant la radicalisation du mouvement républicain et sa structuration de combat dans le Gard pour faire face à la *compression*. Cette mobilisation s'organise à partir de ceux que les politistes nomment un proto-parti (chapitre III) qui se prépare à l'action clandestine en structurant des sociétés secrètes (chapitre IV). Le chapitre V se livre à une étude du coup d'État et de ses répercussions. Raymond Huard replace bien cet événement comme la «date-clé et une épreuve décisive» (p. 71) qui s'inscrit dans la mémoire et la culture politique républicaine.

Les trois derniers chapitres s'articulent autour de la défaite de 1870 et ses conséquences immédiates. Le chapitre VI s'attache à la structuration et à la reconstruction du parti républicain tout au long du Second Empire avec la campagne du radicalisme de 1869 comme point d'orgue (pp. 112-114). Le chapitre VII qui traite des années 1870-1871 démontre tout l'intérêt de mener des études territorialisées du politique en dehors de toute synthèse nationale. En effet, du vote au Plébiscite du 8 mai 1870 à la réception de la Défaite, et des événements parisiens, le Gard est bien un département où l'influence électorale républicaine s'affirme notamment à l'occasion des élections législatives partielles de juillet 1871 (p. 128), sans pour autant avoir connu une revendication communarde comme à Narbonne[1].

Cette tradition républicaine est sans aucun doute le socle qui permet l'achèvement de la conquête républicaine (chapitre VIII). Pourtant cette résurgence durant les dix premières années de la IIIe République du parti républicain s'appuie tout à la fois sur une propagande nationale et un réseau militant local offensif, adepte des campagnes de masse et promoteur d'un folklore républicaine propre (p. 140). En dépit de cette mobilisation, le rapport de force entre les républicains et les représentants de la compression s'équilibre aux élections de 1876 et 1877 (pp. 144-146). C'est bien la victoire nationale qui permet la victoire départementale des forces républicaines[2].

A l'occasion de ce dernier chapitre (pp. 147-152), Raymond Huard propose une analyse sociologique des militants républicains gardois et insiste sur les évolutions observées tout au long du siècle de conquête républicaine : disparition progressive des quarante-huitard, émergence des « couches nouvelles » chères à Gambetta, vitalité de l'association politique et apparition de la dualité socialistes-radicaux à la fin des années 1870, conséquence de la victoire républicaine.

Dans sa conclusion (pp. 157-160), Raymond Huard souligne toute l'importance de ne pas isoler une histoire départementale d'une histoire nationale, tout en interrogeant les spécificités propres du modèle d'étude[3] : « le Gard occupe, dans le tableau d'ensemble de la conquête républicaine en France, une place moyenne » (p. 157).

Ce constat final ne doit en aucun réduire l'intérêt de cette étude qui allie rigueur méthodologique et connaissance encyclopédique tout en étant d'un abord particulièrement aisé. A la lecture de la dernière page, l'envie de connaître la suite de cette mobilisation politique est évidente.

Espérons alors que l'éditeur *Inclinaisons* nous propose une version publiée de la thèse d'histoire de Yolande Fouchard-Gounelle, *Religion et politique en France : le Gard (1881-1914). Clivages idéologiques et conflits sociaux* pour répondre à ce vide et à notre attente.

Fabien NICOLAS

---

1 Marc César, *La Commune de Narbonne : mars 1871*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 1996, 305 p.

2 Jacques Gouault, *Comment la France est devenue républicaine : les élections générales et partielles à l'Assemblée nationale, 1870-1875*, Paris, Armand Colin, 1954, 239 p.

3 Raymond Huard, « La Séparation de l'Église et de l'État dans le Gard : y a-t-il une spécificité gardoise ? », *1905-2005, un siècle pour vivre ensemble*, Actes du colloque de Nîmes, 4-5 novembre 2005, Supplément au *Bulletin n°4 de la Société d'Histoire du Protestantisme Nîmois et Gardois*, 2006, pp. 13-24.

NOTES DE RECHERCHES :

ERRATUM (Denis Corratger)

Voici le texte exact de la note 5, (p. 19 in *Midi Rouge,* 11) de l'article de Denis Corratger, *Les cercles des travailleurs de Perpignan (1876-1888)* :
« [5]Justin Alavaill travaille à Paris, Élie est au Tonkin tandis qu'Auguste Cayrol est pressenti pour être viguier d'Andorre à la place de Bonaventure Vigo : ce poste sera finalement occupé par Charles Romeu, de Prades (1886) ».

* * *

L'ESSOR DE L'ANTIMILITARISME DANS LES PYRÉNÉES-ORIENTALES AU PRINTEMPS 1909

Dans un précédent article[1] nous avions signalé la conférence de Gustave Hervé en mars 1909 comme le point de départ d'un renouveau de l'AIA dans les Pyrénées-Orientales. L'organe de la fédération socialiste, *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales* du vendredi 26 mars 1909, signale la conférence d'Hervé mais pour la critiquer. L'article, signé Léandre[1], reprend une phrase de sa déclaration : « La patrie […] est une religion que le capitalisme et la presse bourgeoise tiennent à conserver. » Léandre renforce cette idée : « Que dans l'état actuel de la société le mot "patrie" soit un mot vide de sens, personne dans les milieux socialistes ne songe à le contester. Pour les déshérités de toutes les nations, la patrie est simplement l'ensemble des intérêts des classes possédantes. » Mais il critique surtout le volet politique de la doctrine d'Hervé qui conseille aux ouvriers de s'investir dans la CGT plutôt que d'être la « machine à voter » qu'ils sont[2]. Les socialistes « droitiers[3] » et des guesdistes se sentent menacés dans leur stratégie électoraliste par l'hervéisme, repris localement par la « gauche[4] » guesdiste.

Cette conférence a été le point de départ d'une propagande révolutionnaire des plus actives, qui s'est traduite par la formation de sections antimilitaristes à Perpignan et dans tout le département. A Perpignan, les douze membres fondateurs, parmi lesquels on retrouve Boniface Escudier et Michel Vassail, organisent, le 24 avril 1909, une réunion générale d'antimilitaristes[5], dans la salle réservée du café Grando. Le bureau définitif de l'AIA est constitué et les actions à mener lors de chaque conflit sont préparées. Pour le 1er mai, 200 exemplaires de *La Guerre sociale* et 100 de *La Voix du Peuple* seront vendus « à la campagne et quelques-uns à la Bourse du Travail ». La proposition de troubler la revue militaire du 14 juillet est remise à plus tard[6]. Des consignes précises sont données, consignes qui ressemblent fort à des menaces puisqu'« en cas de poursuites ou d'emprisonnement, tous devront rester solidaires et ne pas chercher à se disculper au détriment d'autres camarades parce que dans ce dernier cas tous leurs actes seraient dévoilés[7]. »

---

[1] RUQUET Miquèl, « La difficile naissance d'un mouvement antimilitariste dans les Pyrénées-Orientales avant 1914 », *Le Midi Rouge*, n° 5, juin 2007, pp. 9-12.

[2] Jean Payra ou Lucien Deslinières ? A. Balent pense qu'il s'agit de Deslinières, étant donnée la réthorique employée, purement guesdiste.

[3] *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales*, n° 352, huitième année, le vendredi 26 mars 1909.

[4] « Els antics socialistes independents […] integrats al moment de la Unitat socialista. » BALENT Andreu, *Història de les organitzacions obreres a Catalunya Nord (1851-1914)*, Perpinyà, 1977, 211 p., p. 190.

[5] La tendance Manalt opposée à la majorité des guesdistes qui suivent Deslinières. Lire BALENT, Andreu, *Història de les organitzacions obreres a Catalunya Nord 1851-1914), op. cit.*

[5] 20 membres à la réunion !

[6] Les revues militaires sont très populaires et ont contribué au développement du nationalisme. Robert Lafont, dans son livre *Sur la France* (Paris Gallimard, 1968) montre que le nationalisme est l'hypertrophie du sentiment national et la confusion entre les deux types de nations, l'*ethnos* et le *demos.* La Révolution française invente la Nation-État qui fusionne en un tout « indivisible » un État, un territoire, un peuple supposé homogène et nie les nations primaires qui le composent.

[7] ADPO 1 M 588 : rapport du commissaire central au préfet, le 25 avril 1909.

Une nouvelle conférence est donnée, le 30 mai, à la « Bourse du travail » par Mme Gabrielle Petit[1] : 150 personnes environ y assistent dont vingt femmes. Le commissaire constate que la conférencière détourne son sujet puisque « sous prétexte de développer les devoirs de la femme dans la famille et dans la société, [elle] a fait l'historique et l'apologie de l'antimilitarisme et a prêché la révolution ». Le faux thème officiel de la conférence était un moyen d'obtenir les autorisations nécessaires et préalables à la réunion, y compris auprès de la direction de la Bourse de Travail locale. Après ce travail intense de propagande, le mouvement antimilitariste est devenu une véritable force et il inquiète les autorités. Le 1er juin 1909, « Germinal », la section de Perpignan de l'Association Internationale Antimilitariste compte exactement quatre-vingt-quatre membres, mais, constate le commissaire, « le mouvement révolutionnaire antimilitariste est encore plus accentué et plus intense dans les campagnes qu'à Perpignan même. Il s'est formé des sections importantes dans diverses localités ». Cela n'a rien d'étonnant et l'analyse de la police rejoint celle des historiens. La composante la plus importante du mouvement ouvrier des Pyrénées-Orientales est rurale[2].

Les chiffres fournis par le rapport sont impressionnants. Quarante membres à Alénya et 200 à Canohès, le maire B. Escudier en étant le secrétaire. Un syndicat de travailleurs d'environ 30 membres, tous révolutionnaires et antimilitaristes, est en formation à Cases-de-Pène[3], sous l'instigation de Geoffroy Thomas[4], instituteur à Baixas. A Corneilla-de-la-Rivière, la section regroupe 30 membres et le secrétariat est pris en charge par Auter, le maire. Il y a 200 membres à Estagel, et parmi eux quelques uns sont anarchistes, le secrétaire étant Soubielle[4], maire socialiste et conseiller général. A Ille, les antimilitaristes sont au nombre de cent et aucun chiffre précis n'est donné pour Lesquerde, mais tout le syndicat des travailleurs, composé en majeure partie de mineurs, est révolutionnaire et antimilitariste. C'est la même constatation à Saint-Paul-de-Fenouillet où les révolutionnaires et antimilitaristes ont pour « chefs », Baux, maire et président du syndicat agricole, Calvet[4], conseiller municipal et le docteur Alfred Ribes, chef des libertaires, qui ne veut « ni Dieu ni maître », mais qui veut abolir la « sale société qui nous gouverne[5] ». À Maury, il y a 100 membres et à Pollestres, 40. A Rivesaltes, la plus grosse section du département comprend 300 membres. À Saint-Estève, on dénombre 50 membres, 200 à Salses et 50 à Thuir. De petites sections sont aussi organisées à Cabestany, Claira, Elne, Escaro, Fillols, Lamanère, Prats-de-Mollo, Taurinya, Pia, Baho, Pézilla-de-la-Rivière, Millas et Vernet-les-Bains. En tout, cent cinquante membres isolés environ, en font partie. Si l'on additionne l'ensemble des militants supposés, on arrive au chiffre de 1574 sans compter les sections de Lesquerde et de Saint-Paul dont le nombre de militants est inconnu.

Il est difficile de croire qu'un tel mouvement soit né en deux mois et il est permis de penser que le syndicat des travailleurs agricoles[6], dirigé par Escudier, a préparé la création des

[1] Petit Gabrielle, née Mathieu Gabrielle, à Cayrols (Cantal), le 26 novembre 1860, est une militante féministe et socialiste. En 1907, elle fit des conférences dans les Vosges, dans un sens nettement révolutionnaire et antimilitariste. Elle est condamnée à Nancy, le 21 novembre 1907, pae la cour d'assises, à six mois de prison pour provocation de militaires à la désobéissance. MAITRON Jean, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, troisième partie 1871-1914, CD-Rom.

[2] CADÉ, Michel, « Jalons pour une histoire du mouvement social dans les PO (1893-1968) », *Cahiers de l'Université de Perpignan*, n° 10, premier semestre 1991, p. 82.

[3] Chiffres à rapprocher des cartes du PSU en 1910 : Baixas, 80 ; Calce, 4 ; Cases-de-Pène, 6 ; Espira, 40 ; Estagel, 17 ; Salses, 17. BALENT, André, « L'implantation militante et électorale du parti Socialiste dans les Corbières catalanes », *Actes du 106e Congrès national des Sociétés savantes*, (Perpignan, 1981), Paris, 1984, Hist. Mod., t. II, pp. 85-102.

Les chiffres des cartes et timbres des groupes socialistes en 1908 sont pour Rivesaltes, 135 ; Baixas, 97 ; Perpignan (Central) 82 ; Canohès, 21 ; Saint-Laurent-de-Cerdans, 123 ; Estagel, 8 ; Perpignan (Saint-Jacques), 32 ; Salces, 6. *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales*, n° 352, huitième année, vendredi 26 mars 1909.

[4] C'est un militant guesdiste.

[5] Ce sont des paroles rapportées par les policiers.

[6] La Fédération des Travailleurs de la Terre des Pyrénées-Orientales, est fondée en 1900 par des Guesdistes du POF. Elle regroupe les syndicats de Canohès, Toulouges, Pollestres, Bages, Ponteilla, Baixas, Claira, Rivesaltes, Saint-Feliu-d'Avall, Le Soler, rejoints en 1901 par ceux de Salses et d'Elne. « Créée en dehors de la Bourse du Travail, elle vint s'y agréger et en devint l'élément le plus considérable. » CADE, Michel, « Jalons pour une histoire du mouvement social dans les P.O. (1893-1968) », *op. cit.*, p. 86. La Fédération des Travailleurs agricoles du Midi est née en 1903 et affiliée à la CGT. En 1904, les salaires diminuent alors que les cours du vin se relèvent : la grève éclate à Rivesaltes le 2 janvier et se prolonge à Canohès, Salses, Le Soler, Pollestres, Toulouges, Pézilla-de-la-Rivière, Saint-Laurent-de-la-Salanque, Estagel, Perpignan, Saint-Feliu-d'Amont, Vingrau, Baixas, Alénya, Le Boulou, Céret et Maureillas. Le mouvement continue en mars, avril et mai et se rallume en septembre, pour faire appliquer les accords signés au moment des vendanges, puis à nouveau en décembre. Ce

sections de l'AIA dont les plus importantes correspondent aux communes viticoles de la plaine du Roussillon. Ce sont aussi les communes où la gauche guesdiste du Parti Socialiste est la plus puissante. Il s'agit aussi, d'une tentative de fédérer l'extrême-gauche dans une organisation, plus ou moins structurée, et cela dans un département où le courant hervéiste est peu influent, au contraire de l'Yonne[1]. L'homme qui est derrière cette tentative n'est autre que Boniface Escudier[2]. Le commissaire essaie de comprendre les rapports qui se nouent entre les différentes composantes de la section « Germinal » de Perpignan, « Groupe socialiste révolutionnaire antimilitariste d'éducation sociale ». Pour cela, il organise le classement des militants, tout en utilisant un vocabulaire particulier : les « socialistes révolutionnaires », c'est à dire la gauche guesdiste du Parti Socialiste sont les plus nombreux (33), les « libertaires », les militants anarcho-syndicalistes sont dix-neuf, les « anarchistes » (sous-entendu « individualistes »), vingt-trois et il y a aussi neuf « libertaires stationnaires » qui, pour lui, hésitent entre l'engagement dans les syndicats et le refus de toute organisation. Tous concourent au même but, selon le policier, à savoir « la suppression de toute loi, de tout gouvernement et de toute autorité[3] ». Pour la police, ils ne se différencient que par de légères divergences de tactiques et tous sont des révolutionnaires violents, partisans de l'action directe. Pourtant, certains anarchistes individuels refusent d'adhérer à l'association parce qu'elle ne préconise pas la désertion. En dehors du fait qu'ils ne veulent pas tomber sous le coup de la loi d'incitation à la désertion, les militants de l'AIA estiment que c'est un acte individuel et que « l'individu [est] seul juge de ses actions[4] ». En revanche, le journal *L'Anarchie*[5], organe des individualistes, prend nettement parti pour la désertion.

---

mouvement regroupe des milliers de grévistes, des syndicats sont fondés et aux élections municipales de mai, cela entraîne les victoires du Parti socialiste de France à Alénya, Canohès et Estagel.

« L'influence qu'exerçaient les guesdistes sur les syndicats d'ouvriers agricoles roussillonnais s'explique aisément : les ouvriers agricoles qui se radicalisaient dans cette conjoncture régionale dominée par la crise viticole pouvaient difficilement se tourner vers la Bourse du Travail de Perpignan qui avait peu de liens avec le monde rural et dont certains des dirigeants réformistes allaient jusqu'à préconiser la collaboration de classes dans l'agriculture. » BALENT, André, CADÉ, Michel, *Histoire du Parti Socialiste dans les PO de sa fondation (1895) au Congrès de Tours (1920)*, Conflent, printemps 1982, pp. 23.

Les petits propriétaires font basculer l'ensemble des ouvriers agricoles du côté des producteurs pendant la crise de 1907 qui est un rassemblement interclassiste. B. Escudier y tient un rôle étonnant : il est syndicaliste révolutionnaire et adhère, quelques temps, à la Confédération Générale des Vignerons. CADÉ, Michel, « Jalons pour une histoire du mouvement social dans les PO (1893-1968) », *op. cit.*, p. 88. Il y encore des grèves en 1908, puis 9 en 1913 (Saint-Estève, Canohès, Alénya, Baho, Pézilla-de-la-Rivière, Ponteilla, Perpignan, Ille-sur-Têt et au Soler) et au début de 1914 (Rivesaltes, Saint-Féliu et Claira).

[1] « L'hypothèse prend forme d'un courant hervéiste, allié aux syndicalistes-révolutionnaires, dans certains secteurs de la petite paysannerie. » REBÉRIOUX, Madeleine, « Les tendances hostiles à l'État dans la S.F.I.O. », *Le Mouvement Social*,n) 65, p. 30.

« La ligne hervéiste a trouvé aussi des soutiens dans les départements à dominante paysanne […] un authentique courant d'extrême gauche où se côtoient anarchistes toujours nombreux, socialistes "avancés" et certains syndicalistes révolutionnaires. » « Toujours se tenir à la gauche du parti » est le mandat de la fédération des Côtes-du-Nord, donné le 20 décembre 1908 à ses délégués au conseil national. BERNARD, Philippe, *La Fin d'un monde (1914-1929)*, Paris, Le Seuil, coll. « Points Histoire », « Nouvelle Histoire de la France contemporaine-12 », 1975, p. 174.

[2] Escudier Boniface, Étienne, Joseph, dit « en Faci » (diminutif de Boniface en catalan). Né et mort à Canohès (Pyrénées-Orientales) : 28 février 1875-14 février 1953 ; ouvrier agricole, militant syndicaliste, adhérent de la Fédération des Agricoles du Midi, il est l'un des principaux dirigeants et promoteurs des syndicats d'ouvriers agricoles et viticoles dans les Pyrénées-Orientales. En 1905, il était secrétaire de la fédération départementale des syndicats de travailleurs de la terre des Pyrénées-Orientales. Aux élections municipales de mai 1904, il fut élu maire de Canohès à la tête d'une liste de la Fédération socialiste des Pyrénées-Orientales (P.S. de F.). Il est réélu maire en mai 1908 et battu en mai 1912. Il est un maire actif, lançant un emprunt communal pour développer des emplois pour les chômeurs et faisant fermer l'église en 1907, en prétextant l'état de délabrement du bâtiment. Cette même année, il est critiqué par la CGT pour avoir rejoint les propriétaires, au cours de la grande crise de mévente du vin, en arguant de sa double qualité de salarié et de petit propriétaire. Il démissionne alors de la C.G.V. (Confédération Générale des Vignerons). Après 1918, Escudier prend ses distances avec le PS au sein duquel il a milité, dans la « gauche » guesdiste, avant 1914. I1 est séduit par les théories libertaires, ce qui peut donner un éclairage sur sa tentative de l'année 1909. MAITRON, Jean, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, troisième partie 1871-1914, quatrième partie 1914-1939, Paris, Éditions ouvrières, tome XII, 1974, p. 144 et tome XXVII, 1886, pp. 72-73, notice d'A. BALENT.

[3] Il ne semble avoir qu'une connaissance sommaire des théories guesdistes !

[4] MAITRON, Jean, *Histoire du Mouvement anarchiste en France (1880-1914)*, Paris, Société universitaire, 1955, 555 p. réédition, Paris, Gallimard, 1992.

[5] *L'Anarchie*, n° 157 du 9 avril 1908.

Dans les réunions antimilitaristes, les socialistes révolutionnaires et les libertaires prennent part aux discussions, font connaître leur opinion personnelle sur les questions mises à l'ordre du jour, présentent des motions et prennent des décisions. Les libertaires stationnaires et les anarchistes assistent aux réunions plutôt en indifférents car « ils ne font jamais connaître leur avis ou leur opinion sur les questions agitées et ne se mêlent même pas à la discussion, en un mot ils ne prennent jamais la parole ». La section de Perpignan est la section dirigeante du département. Elle seule possède un bureau complet et organise la propagande. Les conférenciers révolutionnaires, tels que Hervé, Lorulot, Gabrielle Petit ne viennent que lorsqu'ils sont demandés par elle ou par Escudier qui, avec Soubielle[1], conseiller général, « est le grand chef du mouvement révolutionnaire dans les Pyrénées-Orientales ». Les autres sections du département n'ont qu'un secrétaire ; il convoque les adhérents aux réunions où il remplit le rôle de président. Il n'y a de cotisants qu'à Perpignan pour payer les frais courants. Les brochures achetées par les militants circulent entre eux. B. Escudier organise des souscriptions dans toutes les sections quand il estime avoir besoin de payer « des frais extraordinaires ». Le rapport fournit ensuite des renseignements sur les lectures de la section, ce qui permet de voir que l'influence de Gustave Hervé était prépondérante. Sont lus : *La Guerre sociale* d'Hervé éditée à Paris, *Le Libertaire* de Matha, édité à Paris, *La Voix du peuple* de la CGT, le *Pioupiou de l'Yonne* d'Hervé et Jobert[2], *Les Droits du peuple* imprimé à Nancy, *Le Midi socialiste* du Docteur Bedoux imprimé à Toulouse, *Le Socialiste* imprimé à Perpignan et les brochures d'Hervé, *Le Désordre social*, *Le Remède socialiste* et *Vers la révolution*. « Ces brochures sont vendues dans la campagne par Vassail Michel », ce qui montre bien que certains anarchistes adhèrent à l'idée de création d'une force révolutionnaire à gauche du P.S.

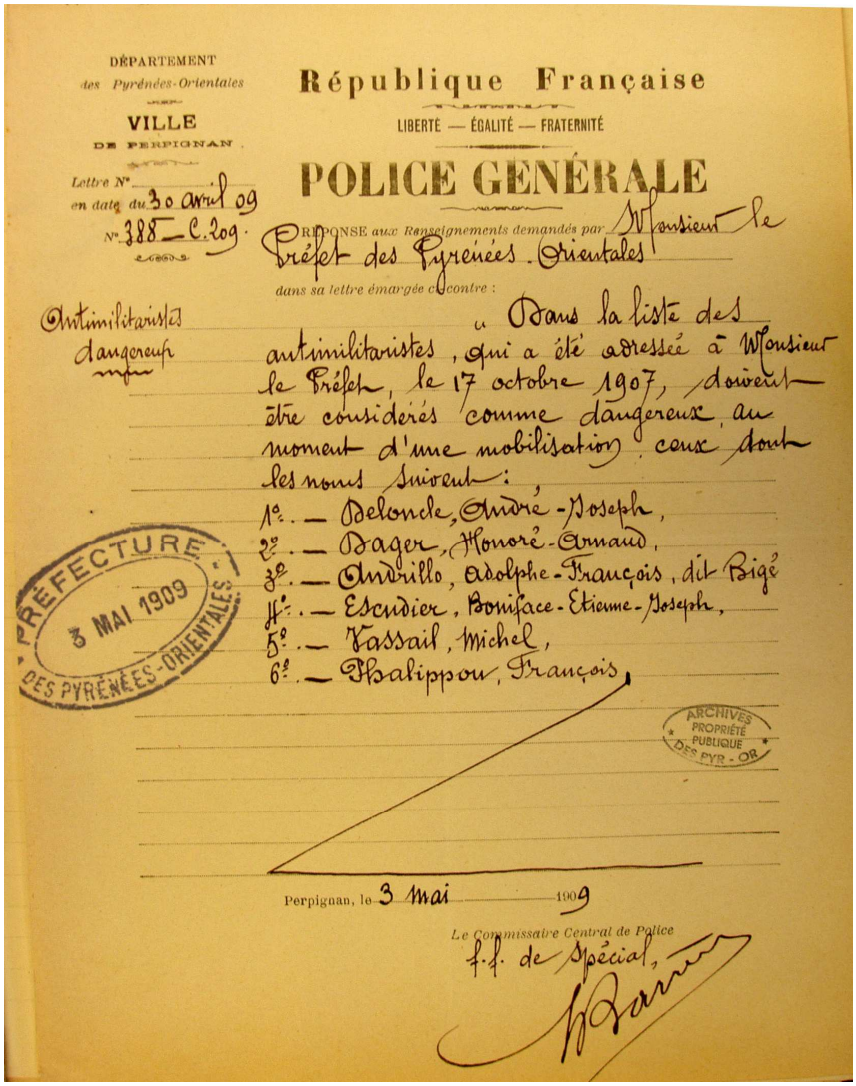
Le commissaire pense pourtant que les libertaires et les anarchistes ne se seraient fait inscrire à la section antimilitariste « que pour pouvoir dire, suivant les circonstances, qu'ils ne sont pas anarchistes, mais antimilitaristes seulement ». Leur adhésion ne serait qu'« un palliatif ». « Ils forment des groupes très fermés […] Dans les réunions qu'ils tiennent ne sont admis que des anarchistes avérés et les décisions qu'ils y prennent sont tenues secrètes. » L'unité de la section n'est qu'apparente et ne tient qu'à la relation que les anarchistes inscrits (vingt-trois sur vingt-sept adhérents du groupe anarchiste de Perpignan) entretiennent avec Escudier. C'est aussi ce dernier qui impose les décisions au cours des réunions de la section, comme celle du 27 juin 1909[3], réunion pendant laquelle est préparée la venue du conférencier Lorulot (« le nommé Prévost [anarchiste de Paris en traitement à Amélie-les-Bains] a été désigné pour l'accompagner »). Une discussion s'élève au sujet de l'achat de livres, brochures et B. Escudier, a proposé « de ne pas encore trop dépenser pour l'achat de livres et brochures, de garder l'argent à cet effet, pour les époques où il y aurait des révoltes, des grèves où l'armée serait appelée à intervenir ; qu'alors on achèterait ces livres et brochures pour être distribués dans les casernes. » Les anarchistes ont apporté leur culture politique, celle du complot, et, lors de cette réunion, Vassail Michel, secrétaire général de la section a communiqué une lettre imprimée de 150 lignes environ, non signée, venant de Paris où on l'invitait, lui, « révolutionnaire et anarchiste connu, à saboter les lignes télégraphiques ». Le groupe estime que c'est un piège, « les anarchistes ne recevant que des correspondances écrites à la main ».

---

[1] Soubielle Joseph. Né et mort à Estagel (Pyrénées-Orientales) : 29 janvier 1875-1er juillet 1947. Paysan ; militant socialiste puis communiste ; conseiller général, maire d'Estagel (1904-1935). D'abord ouvrier agricole à Estagel, Joseph Soubielle devint exploitant agricole. Il fut élu maire de la commune à l'issue des élections du 1er mai 1904. La campagne pour ces élections avait eu pour toile de fond la grande grève des ouvriers agricoles du Midi. Aussi la victoire de la liste présentée par le groupe du Parti socialiste de France et composée en majorité d'ouvriers agricoles fut-elle perçue comme une victoire des grévistes. Aux élections cantonales du 31 juillet 1904, il remporta un nouveau succès, en battant Horace Chauvet, républicain de droite et rédacteur à *L'Indépendant des Pyrénées-Orientales.* Il devint le premier conseiller général socialiste du département. Il fut réélu maire en 1908 puis conseiller général de Latour-de-France le 24 juillet 1910. Lors de la crise socialiste d'octobre 1909, Soubielle et le groupe socialiste d'Estagel participèrent à la création d'une Fédération socialiste Révolutionnaire groupée autour de *La Bataille Sociale* et animée par Jean Manalt et Jules Soulet. Soubielle réintègre la Fédération socialiste officielle en 1910. MAITRON, Jean, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, troisième partie 1871-1914, quatrième partie 1914-1939, Paris, Éditions ouvrières, 1992, tome XLI, pp. 366-367. Notice d'A. BALENT.

[2] Jobert Aristide, député socialiste de l'Yonne, proche de Gustave Hervé. Jobert travaille à la Compagnie parisienne du Gaz, mais, à l'origine, c'est un paysan bourguignon sans terre.

[3] ADPO 1 M 782 : rapport du commissaire central de Perpignan du 28 juin 1909 (réunion de la section Germinal).



DÉPARTEMENT
des Pyrénées-Orientales
VILLE
DE PERPIGNAN

Lettre N°
en date du 30 avril 09
N° 388 — C. 209.

République Française
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

POLICE GÉNÉRALE

RÉPONSE aux Renseignements demandés par Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales
dans sa lettre émargée ci-contre :

Antimilitaristes dangereux

« Dans la liste des antimilitaristes, qui a été adressée à Monsieur le Préfet, le 17 octobre 1907, doivent être considérés comme dangereux, au moment d'une mobilisation, ceux dont les noms suivent :

1°. — Deloncle, André-Joseph,
2°. — Dager, Honoré-Arnaud,
3°. — Andrillo, Adolphe-François, dit Bigé
4°. — Escudier, Boniface-Etienne-Joseph,
5°. — Vassail, Michel,
6°. — Phalippou, François,

PRÉFECTURE 3 MAI 1909 DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

ARCHIVES PROPRIÉTÉ PUBLIQUE DES PYR - OR

Perpignan, le 3 mai 1909

Le Commissaire Central de Police
f.f. de Spécial,

Les inscrits au Carnet B en mai 1909. ADPO 1 M 784.

Dès le 21 mai 1909, la police établit la notice individuelle[1] du Carnet B[2], pour les dirigeants de l'AIA, considérés comme dangereux. On y retrouve celles de Michel Vassail[3] et d'André Joseph Deloncle[4], né le 8 avril 1866 à Estagel, cultivateur et mineur, présenté comme « anarchiste exalté et violent. Homme à tout faire dans une période troublée. » Il y a évidemment, la notice de B. Escudier[5], qui « fait une active propagande pour grouper et organiser tous les révolutionnaires, antimilitaristes, libertaires et anarchistes. [Il] est trésorier de toutes les sections antimilitaristes du département. » Adolphe François Andrillo[6], né le 9 novembre 1862 à Estagel, coiffeur et jardinier à

[1] ADPO 1 M 784 : notices individuelles du Carnet B.

[2] Lire BECKER, Jean-Jacques, *Le carnet B. Les pouvoirs publics et l'antimilitarisme avant la guerre de 1914*, Paris, Klincksieck, 1973, 226 p.

[3] Il est rayé en 1922 car il « ne fait plus de politique depuis une dizaine d'années ».

[4] Il est maintenu au carnet B en 1922 et rayé en 1925 car, selon la police, il « *s'est amendé* ».

[5] ADPO 1 M 784 : le commissaire spécial de Perpignan écrit au préfet, le 1er avril 1922 que le « le nommé Ecudier Boniface, Etienne, Joseph, propriétaire à Canohès, né le 28 février 1875, nous paraît devoir être rayé du Carnet B : Escudier a fait toute la campagne en qualité de sous-officier ; il a servi de façon satisfaisante ; il n'y a pas lieu de le considérer comme dangereux, à aucun point de vue. » Son feuillet matricule donne de lui une image de militaire modèle. Incorporé pour son service militaire au 100e RI du 16 novembre 1896 au 20 septembre 1899, il est devenu caporal le 19 septembre 1897. Le certificat de bonne conduite lui a été accordé. Il effectue des périodes au 12e RI, du 18 août au 14 septembre 1902 et du 20 février au 19 mars 1905. Mobilisé le 4 août 1914, il est nommé sergent. Embarqué pour la Tunisie le 19 août 1914, il ne rentre au dépôt que le 25 décembre 1918. Il a obtenu la médaille coloniale, agrafe « Tunisie ».

[6] Il s'est fixé à Bordeaux pendant la guerre et est devenu expéditeur de primeurs. Il est rayé du Carnet B en 1922.

Perpignan, est considéré comme « anarchiste propagandiste. C'est lui qui a importé les théories anarchistes dans le département. » Il n'y a pas la notice individuelle de Dager d'Estagel, alors qu'un anarchiste originaire de Lledó (Alt Empordà) est inscrit, Jacques Sautarel, né le 5 janvier 1870. « Le 6 août 1893 il a donné à Perpignan, dans l'ancien palais de Justice, des conférences sur "Ni Dieu, ni maître, ni patrie". Il a suivi longtemps, dans ses conférences, Sébastien Faure. Il aurait été arrêté à Barcelone en juin 1898, pour propagande anarchiste[1]. »

Les conférences qui ont servi à réactiver le mouvement, vont devenir le moyen d'éducation et de propagande de l'AIA sur le département, avec la venue du rédacteur de *La Guerre sociale* et de *L'Anarchie*[2], M. Lorulot[3]. Ce dernier va animer onze conférences dans le département, du 15 au 24 juillet 1909. En tout, selon les décomptes de la police, entre 3060 et 3310 personnes vont venir l'écouter (il manque le chiffre de Prats-de-Mollo). Les thèmes des conférences sont différents, mais ils aboutissent à la même apologie de l'antimilitarisme, à tel point que les rapports des policiers sont de plus en plus concis. La première réunion, le 14, a lieu à Villeneuve-de-la-Raho, dans la maison même du maire, Pierre Pastou, adhérent de la section antimilitariste. Le thème en est « Pourquoi les casernes ? » L'orateur « a fait le procès du militarisme et l'apologie de l'antimilitarisme[4] ». La conférence terminée, Lorulot et ses compagnons ont été accompagnés jusque sur la place publique[5], musique en tête, jouant « l'Internationale », par les 150 assistants, parmi lesquels les 60 à 80 membres du syndicat d'ouvriers agricoles. A Corneilla-de-la-Rivière[6], 300 personnes assistent à la réunion dont le thème est « Dieu n'existe pas ». « Le syndicat des travailleurs agricoles et la section antimilitariste ne font qu'un. Ils comptent 63 à 65 membres. Le secrétaire est M. Auter Gaudérique, maire.» Le 16, la conférence se fait à Thuir[7] et porte sur le thème « Fusilleurs et fusillés », devant 350 personnes. Le policier reprend les phrases les plus marquantes quand l'orateur dénonce « le vieux prolétaire [qui] n'a pas su extirper de son cerveau [celui de son fils] les préjugés

[1]ADPO 1 M 784 : rapport (secret) du commissaire central au préfet, le 24 décembre 1926. « Sautarel a été mobilisé pendant la guerre au 126e d'Infanterie et au 7e Génie à Avignon. Son fils aîné est mort pour la France au Bois-Le-Prêtre ». En 1925, il est directeur du journal *Le Bonnet catalan*. Sautarel, en 1926, est Français, ayant acquis cette nationalité par naturalisation.

[2]Le journal *L'Anarchie* est fondé par Libertad en 1905 et disparaît en juillet 1914 : on y attaque surtout le conformisme du résigné qui vote, va à la caserne, se marie et travaille et on y exalte le hors la loi, l'en-dehors qui se dresse contre la société qui l'étreint et le diminue. MAITRON, Jean, *Histoire du Mouvement anarchiste en France, op. cit.*

[3] Lorulot André, pseudonyme de André Georges Roulot, né le 23 octobre 1885 à Paris, mort le 11 mars 1963 à Herblay (Seine et Oise). Propagandiste anarchiste individualiste avant 1914. Apprenti soldeur, puis horloger et enfin commis aux écritures dans une imprimerie. Renvoyé de l'imprimerie, il devient comptable chez Hachette. Il fonde, avec Libertad, *L'Anarchie* le 13 avril 1905. En 1906, il crée une colonie anarchiste à Saint-Germain-en-Laye. Il fait des conférences avec sa compagne Émilie Lamotte. En mai 1907, il est condamné à Douai à un an de prison pour provocation au meurtre pour sa brochure *L'Idole patrie et ses conséquences* ; en novembre, il est à nouveau condamné à quinze mois de prison pour « provocation de militaires à la désobéissance ». Collaborateur du journal anarchiste *Les Temps Nouveaux*, il était considéré comme un « orateur très violent ». Malade, il est libéré le 7 février 1908 de Clairvaux. Il dirige *L'Anarchie* de septembre 1909 à juillet 1911. Anarchiste individualiste, il méprise les syndicats, simples boîtes à cotisations, et il est hostile aux écoles laïques, pépinières de soldats fusilleurs d'ouvriers, les instituteurs étant les flics intellectuels des capitalistes. En 1911, il fonde *L'Idée Libre* au moment du développement de l'affaire Bonnot, liée à *L'Anarchie*. Lorulot qui avait rompu avec l'équipe du journal ne fut pas inquiété mais se posait la question de sa responsabilité « dans ces hécatombes ». Il avait écrit : « Les actes illégaux sont intéressants lorsqu'ils peuvent être faits sérieusement avec des risques minimes et des profits satisfaisants. » (*L'Anarchie* n° 42 du 25 janvier 1906). En janvier 1915, il est arrêté et impliqué avec Léon Prouvost, les époux Donnadieu et Émile Hureau, « pour fabrication de fausse monnaie, injures et diffamations envers l'armée et propagation de fausses nouvelles ». Il est emprisonné au fort St Nicolas de Marseille, puis à Lyon, au Cherche-Midi et enfin à la Santé. Il bénéficie d'un non-lieu le 27 juillet 1915, assorti d'une interdiction de séjour à Paris de quatre ans. Il écrit un livre, *Méditations et souvenirs d'un prisonnier*. Réfugié à Lyon, puis à Saint-Etienne, il gagna sa vie comme vendeur sur les marchés. En juillet 1917, il reprend la publication de *L'Idée libre*. Il est partisan de la Révolution russe avec l'acceptation d'une « certaine dictature », même après Cronstadt. Il s'oriente vers la propagande antireligieuse après la guerre. MAITRON, Jean, *Dictionnaire biographique op. cit.*, tome XXXV, 1989, pp. 65-66.

[4] ADPO 1 M 784 : rapport du commissariat central de Perpignan au préfet, le 15 juillet 1909.

[5] C'est un passeville, une « manifestation-procession » selon la définition de TARTAKOWSKY, Danielle, *Le pouvoir est dans la rue, crises politiques et manifestations en France*, Paris, Aubier, 1998, p. 42. Il a pour but de structurer et solidariser le groupe. « L'exaltation du moment, soutenue par la stridence des cuivres, les basses des tambours, la beauté des voix, en chœur, la force des hommes, la détermination des femmes, l'espièglerie des enfants, fait battre plus vite les cœurs, l'on est ensemble, on est fort, rien d'autre que de bon ne peut arriver. » CADE, Michel, *Pratique politique et sociale des ouvriers agricoles - petits propriétaires, op. cit.*

[6] ADPO 1 M 784 : rapport du commissariat central de Perpignan au préfet, le 16 juillet 1909.

[7] ADPO 1 M 784 : rapport du commissariat central de Perpignan au préfet, le 17 juillet 1909.

de patrie, de discipline, de fidélité au drapeau que les éducateurs bourgeois lui ont inculqués pour mieux le rendre esclave ». Le 18 juillet, Lorulot donne deux conférences. Celle de Perpignan[1], sur le thème « Réformes ou Révolution[2] ? », devant 130 personnes[3], dans la salle des Tanneries, se termine par un vibrant « mais pas de Révolution, tant qu'existera le militarisme ! ». Le soir même, à Prats-de-Mollo[4], aux Arènes, il reprend la conférence sur « Dieu n'existe pas ». Une partie de l'assistance est composée du syndicat des trépointeurs dont tous les membres sont à l'AIA. A Saint-Laurent-de-Cerdans[4], le lendemain, le thème choisi, « Le syndicalisme sous toutes ses formes », est suffisamment neutre pour que la municipalité accepte de donner une salle pouvant contenir les 900 à 1 000 personnes qui suivent la conférence. Mais l'orateur développe bientôt ses attaques contre l'armée et comme le maire[5] refuse l'antimilitarisme, il est chassé de la salle. A la suite de ces incidents, le maire de Palalda[4], le 20 juillet, refuse la salle de classe au dernier moment. La réunion a lieu au café Malet, sur le thème « Ayons peu d'enfants » devant 50 personnes dont 20 antimilitaristes. Lors des dernières conférences, Lorulot reprend le thème « Réformes ou Révolution ? ». Le 21 juillet à Estagel[6], salle Arago à la mairie, 400 à 500 personnes y participent et le commissaire explique cette affluence par le fait qu'Estagel « est la localité du département qui compte le plus d'anarchistes. Ils sont 130 à 150 propagandistes et lors des élections parviennent à provoquer 300 abstentions. Ils forment un groupement à part et ont l'intention de fonder une colonie libertaire. » Le 22 juillet, à Maury[6], la réunion se tient dans la salle du Café Tir devant 350 à 400 personnes. La moitié des participants viennent de la section AIA qui compte 150 à 200 membres dont 15 à 20 anarchistes. Il est à remarquer

[1] ADPO 1 M 784 : rapport du commissariat central de Perpignan au préfet, le 18 juillet 1909.

[2] Il est étonnant de constater, qu'avant la venue du dirigeant anarchiste, *Le Socialiste des P.O.* avait repris un certain nombre des thèmes de ses conférences pour les critiquer, en particulier celui-ci. Dans le n° 363 du vendredi 11 juin 1909, l'éditorial de Lucien Deslinières est intitulé « Réformistes et Révolutionnaires ». Il y précise sa pensée de militant guesdiste. « Les méthodes du syndicalisme révolutionnaire sont celles que nous avons toujours combattues lorsqu'elles se présentaient sous leur véritable nom : l'anarchie. Nous les avons combattues parce que, de toute évidence, elles n'ont d'autre aboutissant que la dictature militaire et la réaction. […] J'estime qu'il est logique d'être à la fois syndicaliste réformiste et socialiste révolutionnaire. »

Le n° 364 du vendredi 18 juin 1909 présente, en première page, un article « De l'anarchie à la réaction » signé P. Constans, député de l'Allier. P. Constans est originaire de Néfiach et maire guesdiste de Montluçon. Il fait de la propagande dans son département d'origine. Il dénonce un anarchiste virulent, M. Barrucand, devenu très conservateur. De même, M. Laurent Tailhade qui admirait l'attentat d'Émile Henry est maintenant un bourgeois cossu, rédacteur au *Gaulois* et au *Figaro*. « Demain, ces désorganisateurs de la classe ouvrière qui, sous prétexte « d'anti-parlementarisme, d'anti-patriotisme » et d'autres « antis » s'efforcent de faire oublier au prolétariat sa lutte nécessaire contre le capitalisme, passeront dans le camp de l'ennemi de la classe ouvrière si on leur offre une assiette bien garnie. » Dans le n° 365 du vendredi 25 juin 1909, il y a un article « Contre le sabotage » en première page, sans signature. C'est une critique d'un numéro de *La Guerre Sociale* et en particulier d'un article de Madeleine Pelletier « en faveur des apaches, [les voyous] qu'elle voudrait voir entrer dans les groupes socialistes pour y apporter leur esprit de révolte contre les préjugés légalitaires. » Dans son journal, Hervé justifie le sabotage des ouvriers PTT. Le commentaire est sans nuance : « On se demande ce que font dans le Parti socialiste organisé des hommes qui pensent et écrivent ainsi. » On voit par ces exemples que la lutte idéologique entre les fractions guesdistes des Pyrénées-Orientales commence dès le mois de juin 1909. Cette lutte se prolonge en juillet. Le n° 366 du vendredi 2 juillet 1909 présente en page deux un article non signé, « L'Anarchie contre le socialisme ». Il traite d'un meeting anarchiste au cours duquel *L'Humanité* et Jaurès ont été flétris, alors qu'ils défendent les anarchistes, selon l'auteur de l'article. « En présence d'une telle attitude, le parti socialiste se décidera sans doute cette fois à déclarer nettement qu'il n'y a rien de commun entre lui et les énergumènes du syndicalisme anarchiste. Nous ne pouvons plus rester solidaires de gens qui compromettent à ce point la cause du prolétariat. »

[3] Le n° 369 du *Socialiste*, celui du vendredi 23 juillet 1909, ne signale que deux conférences de Lorulot. Celle-ci, salle des Tanneries, est indiquée en page trois, dans un compte-rendu de 12 lignes qui donne moins de participants que la police (100 personnes). C'est aussi pour signaler les attaques de l'anarchiste contre les guesdistes : « Le conférencier a fait le procès de la société capitaliste. Les camarades Chaubet, conseiller municipal, et Manalt, ont pris la parole pour rappeler l'œuvre révolutionnaire du vieux militant Jules Guesde mis en cause par l'orateur. »

L'autre conférence signalée est celle de Thuir, le 16 juillet, devant 500 personnes selon l'hebdomadaire, alors que la police donne le chiffre de 350. Il n'y a plus aucune information sur les conférences suivantes sauf pour indiquer que le maire de Palalda a refusé une salle à un orateur non précisé.

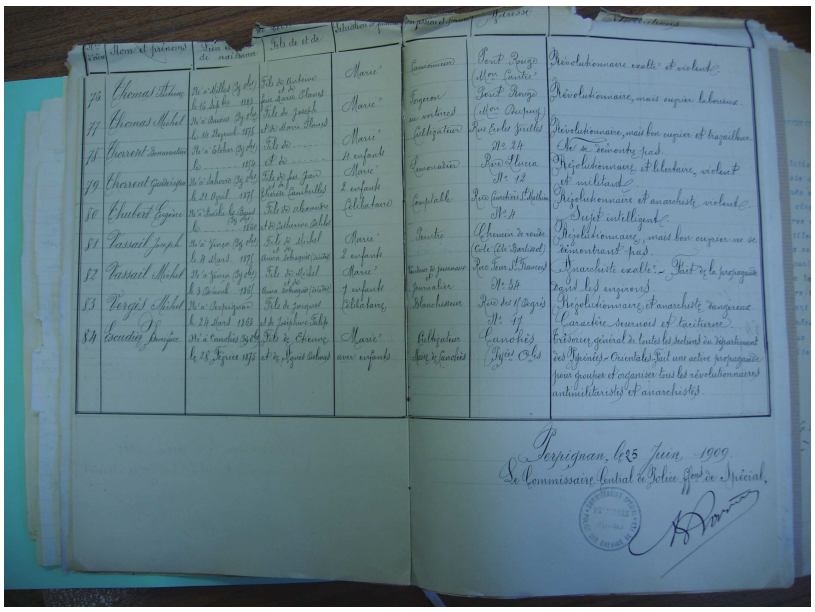
[4] ADPO 1 M 784 : rapport du commissariat central de Perpignan au préfet, le 21 juillet 1909.

[5] Il s'agit du maire républicain, l'industriel Joseph Sans dit Popon (1856-1933), patron de la « fàbrica » Sans et Garcerie. Une fille Sans épouse un fils Garcerie vers 1873 et les deux fabriques fusionnent. En 1893, l'entreprise emploie 200 ouvriers et le marché s'étend à la France entière. En 1901, à Saint-Laurent-de-Cerdans, sept usines produisent des sandales avec chacune une centaine d'ouvriers. En 1890, un syndicat est créé, mais il refuse toute affiliation nationale. En 1904, la chambre syndicale des ouvriers espadrilleurs, tisseurs et trépointeurs, s'affilie à la CGT.

[6] ADPO 1 M 784 : rapport du commissariat central de Perpignan au préfet, le 26 juillet 1909.

que depuis le rapport du mois de juin, les adhérents à l'association sont deux fois plus nombreux. Le 23 juillet à Tautavel[6], la conférence n'intéresse que peu de monde et se déroule au siège du groupe AIA (30 membres). Le 24, à Salses, la salle de Bal Bugis accueille 400 personnes pour la dernière conférence. Le maire socialiste Montagne est secrétaire de la section AIA. Le syndicat des ouvriers agricoles regroupe 100 membres dont 12 à 15 anarchistes. Ces conférences sont la démonstration que l'AIA a permis de fédérer dans une action commune des militants du Parti Socialiste, les municipalités qu'ils contrôlent (Estagel, Salses, Canohès, Corneilla-de-la-Rivière, Villeneuve-de-la-Raho), des syndicats de la CGT (celui des ouvriers agricoles mais aussi dans le Vallespir, celui des trépointeurs) et les divers groupes anarchistes dont le plus actif semble être celui d'Estagel.

Effet des conférences de Lorulot ou pas, la section Germinal, à la fin du mois de septembre[1] a augmenté ses effectifs à 104 membres dont 39 anarchistes. Le succès de Lorulot s'explique dans la mesure où le discours antimilitariste conforte l'hostilité d'une partie de la classe ouvrière à l'égard de l'appareil d'État et en particulier dans son aspect répressif, celui de l'armée entre autres. C'est ce que constate Madeleine Rebérioux[2] sur l'ensemble de la France, mais dans le cas des Pyrénées-Orientales, jouent aussi une sensibilisation plus forte après 1907 et une tradition historique d'opposition à l'État. Pourtant ce formidable mouvement antimilitariste est un feu de paille et ne va pas survivre aux crises qui vont secouer le mouvement de l'intérieur.



Dernière page du dossier sur la section Germinal avec les noms et les annotations. (ADPO, 1 M 588).

Miquèl RUQUET

* * *

[1] ADPO 1 M 784 : rapport du commissariat central de Perpignan au préfet, le 22 septembre 1909.

[2] « Les campagnes contre "Biribi" et les bagnes militaires d'Afrique, reprises par tant de chansons et d'almanachs expriment et en même temps renforcent l'image que se fait, entre 1905 et 1910, la conscience populaire de l'institution dans laquelle s'incarnent les caractères les plus pernicieux de l'État. » REBÉRIOUX, Madeleine, « *Les tendances hostiles à l'État dans la S.F.I.O.* », *op. cit.*, p. 34.

LA MÉMOIRE DES PREMIÈRE ET DEUXIÈME GUERRES MONDIALES À BOURG-MADAME (PYRÉNÉES-ORIENTALES). RÉFLEXIONS AUTOUR D'UN MONUMENT AUX MORTS.

Les monuments aux morts, édifiés pour la plupart dans les années 1920, ont été depuis des lieux de mémoire par excellence, d'une mémoire qui, certes, a évolué au fil des ans, influencée par les événements, tragiques ou heureux, qui ont pu infléchir leur signification et leur interprétation. La plupart des communes en possèdent un. Certains n'ont pas été transformés depuis les années où ils virent le jour. D'autres, au contraire, ont été reconstruits, mis au goût du jour ou des nouvelles sensibilités. Certains, enfin, ont été remplacés par des œuvres souvent représentatives de nouvelles perceptions des conflits du passé, la Grande Guerre en premier lieu : nous pensons ici, en ce qui concerne les Pyrénées-Orientales, au nouveau monument de Cabestany, près de Perpignan, implanté en 2000 près du Centre culturel qui, dans ce département, eût été inconcevable dans le passé.

L'histoire de celui de Bourg-Madame, en Cerdagne, révèle le passé pour le moins singulier de cette commune. Aujourd'hui encore, la réalité de son histoire contemporaine, en particulier lors des deux guerres mondiales, est l'objet, localement, d'une occultation volontairement entretenue.

La commune de Bourg-Madame a pris ce nom en juillet 1815, en l'honneur du passage du mari de la fille du défunt Louis XVI –la duchesse d'Angoulême– qui rentrait en France par l'Espagne après avoir émigré. Les G*uinguettes*, bâties à proximité immédiate de la frontière avaient supplanté depuis la fin du XVIIe siècle le vieux village d'Hix, à plus d'un kilomètre de la frontière, ancienne résidence d'été des comtes de Cerdagne. Ces « Guinguettes » avaient l'avantage de se trouver à proximité de Puigcerdà, le principal centre urbain de la Cerdagne, demeuré du côté espagnol de la frontière après la signature du traité de 1659 et de la convention additive de 1660. Ce nouveau centre commercial attira des négociants désireux de s'enrichir rapidement en pratiquant la contrebande à grande échelle.

Dans une publication récente[1], nous nous sommes efforcé de montrer l'évolution de Bourg-Madame de 1815 à 1922, en mettant l'accent sur le développement d'une économie transfrontalière, en grande partie basée sur des activités interlopes. La duplicité d'un maire pluriactif (Bonaventure Cot, 1836-1922, maire de 1878 à 1922) proche d'hommes politiques influents des Pyrénées-Orientales (Emmanuel Brousse) et de l'Ariège (Théophile Delcassé) s'exerça pleinement pendant ses mandats, y compris, nous le verrons, pendant la Première Guerre mondiale. À Bourg-Madame, l'ampleur prise par la désertion et l'insoumission que nous retrouvons pourtant dans toute la Cerdagne[2], a battu des records inégalés. Ici réside la première atypicité que nous voudrions mettre en évidence.

Par ailleurs, lors du colloque de Perpignan (8-9 mai 2008)[3], nous avons montré les complicités transfrontalières entre Bourg-Madame et Puigcerdà réactivées par la Guerre Civile espagnole puis par la Seconde Guerre mondiale[4]. La montée en puissance de la droite extrême résulta de la radicalisation de modérés, effrayés par la tournure prise par l'évolution de la situation, dans un cadre général, français, espagnol et international, exacerbée par des événements locaux parfois tragiques et toujours inquiétants pour des conservateurs qui versèrent rapidement dans l'extrémisme de droite. Ce fut le cas du maire de Bourg-Madame Thomas Casals (1885-1967, maire de 1930 à 1944), qui finit par adhérer à la Milice et de ses fils, surtout deux d'entre eux, Jean Thomas Casals (1918-1967) et Joseph Pierre Charles Casals né en 1919, Francs-Gardes impliqués dans la sanglante équipée de Valmanya, le 3 août 1944.

---

[1] André BALENT, « Notabilitat, política i frontera a la Guingueta d'Ix al segle XIX i al principi del XX : Bartomeu (1742-1828) i Joan (1789-1851) Batlle, Bonaventura Cot (1836-1922) », *Ceretania, Quaderns d'estudis cerdans*, 5, Puigcerdà – Bourg-Madame, 2007, pp. 195-233.

[2] Miquèl RUQUET, *Les déserteurs et les insoumis des Pyrénées-Orientales pendant la Première Guerre mondiale*, mémoire de Master 2, Université de Perpigan, 2005, 222 p.

[3] 9-10 mai 2008 à Perpignan, couvent des Minimes, précédé d'une session à Barcelone, à l'université autonome de Bellaterra (5-8 mai) : « *L'(a)frontera. Història, pensament i paisatge* ».

[4] André BALENT, « Politique, famille et relations transfrontalières : le cas de Bourg-Madame et de Puigcerdà face à la Guerre Civile et à la Seconde Guerre mondiale », à paraître (2009) dans les *Actes* du colloque de Perpignan.

La commune de Bourg-Madame n'a pas, on le comprend, voulu trop mettre en exergue son passé récent. Jusqu'à une date relativement proche, son monument aux morts se limitait à une modeste plaque fixée sur le mur de l'école-mairie de la localité.

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE :

Pendant la Première Guerre mondiale, le maire Bonaventure Cot, continua à pratiquer de façon illicite certains de ses fructueux trafics. À une différence près : son « négoce » de mulets avec l'Espagne s'effectuait désormais contre l'intérêt de la défense nationale, ces animaux étant « consommés » en abondance par l'armée et leur exportation formellement interdite. Circonstance aggravante, certains de ces animaux devenus « espagnols » étaient réimportés en France et rachetés de façon onéreuse par l'armée. Ce même magistrat peut d'autant plus être soupçonné d'avoir facilité l'insoumission de certains de ses administrés qu'il a aidé celle d'un « étranger », en l'occurrence le géographe de la Sorbonne Marcel Chevalier (1876-1945)[1]. Mais bénéficiant de puissants appuis, il put se livrer à ses « activités », au grand dam du commissaire du cru qui ne pouvait que constater son impuissance. Cela n'empêcha pas Bonaventure Cot de devenir en 1920 chevalier de la Légion d'Honneur.

Deux morts de la Première Guerre mondiale ont leurs noms gravés sur l'actuel monument de Bourg-Madame :

—Joseph, Jean, Marie Bolfa, né à Caldégas le 29 juin 1887 était le fils de François Bolfa, 37 ans, cultivateur et de Philomène Girvés, 35ans. Soldat du 216e RI, il fut tué le 7 février 1915 à la ferme de Charemont, près de Saint-Dié (Vosges). Il est enseveli au cimetière militaire de Bertrimoutier (Vosges).

—Bonaventure, Joseph Marty, fils de Michel Marty, fermier âgé de 22 ans et de Carmen Arro âgée de 26 ans, s'en alla vivre à Carcassonne où il exerça la profession de coiffeur. Mobilisé au 33e RI, caporal, il mourut des suites de ses blessures à la Chalade (Meuse) le 9 mars 1915. Son nom fut inscrit sur le monument aux morts du chef-lieu de l'Aude. Une transcription de son décès fut insérée (23 août 1995), à la demande du maire de Bourg-Madame, sur l'état civil de Caldégas —juste avant l'érection du monument aux morts de Bourg-Madame – Caldégas[2].

Remarquons simplement que ces deux morts dont les noms figurent sur l'actuel monument n'étaient pas à proprement parler de Bourg-Madame mais de Caldégas, commune qui fusionna avec Bourg-Madame le 1er juin 1973.

Trois autres noms de morts de la Première Guerre mondiale ont été attribués à la commune de Bourg-Madame – Caldégas par un ouvrage qui se veut exhaustif[3] et qui intègre les données du *Livre d'Or* des Pyrénées-Orientales[4].

Le premier de ces morts attribués à Bourg-Madame, celui de Jean-Antoine Agusty[5], né le 26 juillet 1882 à Angoustrine et figurant sur le monument aux morts de cette commune doit l'avoir été par erreur puisqu'il fut comptabilisé parmi les victimes d'Angoustrine. Toutefois, depuis 1908, il habitait Bourg-Madame où il s'était établi comme épicier. Par ailleurs, il ne mourut pas au combat, mais de maladie à l'hôpital de Toul le 18 octobre 1914[6]. Les deux autres, sont natifs, l'un (Pascal Esteve[7]) de Bourg-Madame, l'autre (Pierre, Joseph Delcor[8]) de Caldégas.

---

[1] Miquèl RUQUET, « Marcel Chevalier », *Muntanya*, 871, Barcelone, juin 2007, pp. 16-21.

[2] AC Bourg-Madame, état civil de l'ancienne commune de Caldégas. Cf. aussi le site www.memorial-genweb.org/ qui indique sa profession et son inscription sur le monument aux morts de Carcassonne.

[3] *Mémorial : l'appel des morts pour la France des Pyrénées-Orientales, un devoir de mémoire*, tome II, volume II, Rivesaltes, Éditions de l'Agence, 2005, 238 p.

[4] *Monument aux morts des Pyrénées-Orientales. Livre d'Or*, Perpignan, L'Indépendant, 1924, 292 p. [p. 267 pour les listes de Bourg-Madame, Caldégas et Angoustrine]. Miquèl Ruquet nous confirme que cette publication recèle quelques erreurs.

[5] Jean-Antoine Agusty (ou Agusti), né le 26 juillet 1882 à Angoustrine, fils de Michel Agusty, négociant, né à Angoustrine le 5 janvier 1854, et de Marie Margall, 26 ans (ADPO, 1 R 463 ; AC, Angoustrine, état civil).

[6] ADPO, 1 R 463.

[7] Pascal Louis Pierre Esteve, né le 29 avril 1893 à Bourg-Madame, fils de Raphaël Esteve, 37 ans et de Madeleine Coll, 32 ans. (ADPO, 1 R 452 ; AC, Bourg-Madame, état civil).

[8] Pierre, Joseph Delcor, né le 31 décembre 1880 à Caldégas, fils d'Isidore Delcor, journalier, né à Ur, 22 ans et de Catherine Rabetllat, née à Caldégas, 22 ans (ADPO, 1 R 515 ; AC, Bourg-Madame, état civil de Caldégas).

En tout état de cause, le nom de Delcor, né à Caldégas , mais résidant à Bourg-Madame aurait pu être inscrit sur le monument de Caldégas ou sur celui de Bourg-Madame, si un monument avait été érigé dans ces deux communes au début des années 1920, comme dans l'immense majorité des communes de l'hexagone. Il aurait dû figurer sur celui du monument de 1995. Mais, à ce moment-là, son souvenir s'était effacé de la mémoire guinguettoise. Le décès de Delcor fut constaté le 15 novembre 1915 au Mesnil-les-Hurlus (Marne) où son régiment, le 53e RI de Perpignan, avait été engagé dans les violents combats qui eurent lieu en Champagne.

Esteve, soldat du 142e RI (régiment de Mende et de Lodève), où il effectuait son service militaire depuis le 26 novembre 1913, fut porté disparu le 11 novembre 1914 à Langemarck (Flandre, Belgique) où se déroulèrent de violents combats. Le 20 juillet 1920, le tribunal de Prades le déclara mort et son décès fut transcrit sur le registre de l'état civil de Bourg-Madame le 31 juillet 1920. Son absence sur le monument de sa commune natale s'explique par l'érection tardive de ce dernier à un moment où son souvenir avait fini par disparaître de la mémoire collective locale. Par ailleurs, lors de son service militaire, Esteve résidait loin de la Cerdagne, à Genève (Suisse) où il exerçait la profession de cuisinier. Lors de la déclaration de guerre il se trouvait sous les drapeaux ce qui l'empêcha —peut-être— de demeurer dans le pays neutre où il résidait et de choisir ainsi l'insoumission, ce qui demeure une possibilité, car nous ignorons tout de son état d'esprit d'alors et des ses sentiments. De plus, sa disparition au début des hostilités l'a empêché, si tant est qu'il en ait eu l'intention, de manifester quelque velléité de désertion. Son nom aurait pu être inscrit sur le monument de Bourg-Madame, au titre de la commune dans ses limites d'avant 1973.

En résumé, aucun nom de Guinguettois ne figure sur le monument de la commune pour la guerre de 1914-1918. Ceux qui auraient pu, éventuellement, y figurer à divers titres ont été oubliés. En tout état de cause, Pierre-Joseph Delcor, aurait dû y être inscrit aussi bien au titre de Bourg-Madame, lieu où il était domicilié en 1914 que de Caldégas, lieu de sa naissance. Le pourcentage des morts guinguettois —Agusty, Esteve et Delcor, dont nous savons que deux d'entre eux ont été pris en compte ou auraient pu l'être dans d'autres communes— dans cette guerre est cependant très faible : 0, 85 % de la population recensée en 1911, contre 3,6 %, en moyenne, pour la France. Cette faiblesse reflète l'ampleur considérable de la désertion et de l'insoumission. En ce qui concerne l'ancienne commune de Caldégas, les pertes s'élevèrent à 1,36 % si l'on prend en compte les deux noms du monument de 1995 (mais l'un d'eux est aussi carcassonnais) et 2,05 % si l'on rajoute Pierre Delcor (que l'on peut aussi comptabiliser parmi les Guinguettois). Même dans ce cas les pertes de cette ancienne commune demeurent inférieures à celles de la plupart des communes cerdanes, elles-mêmes bien inférieures à la moyenne française. Elles doivent être mises en relation avec le nombre des mobilisés. À Bourg-Madame, on peut estimer[1] leur nombre à 71. Parmi eux il y eut 4 déserteurs et 10 insoumis. Caldégas qui eut proportionnellement des pertes plus élevées que celles de Bourg-Madame battit sans doute, de ce point de vue, des records : pour 30 mobilisés estimés, il y eut 5 déserteurs et 21 insoumis[2].

Reste le cas, aussi, de Raymond Fabre[3] que *Le livre d'or* départemental de 1924 mentionne parmi les morts de Caldégas. Son nom a été inscrit par erreur dans cette publication. En effet si sa mère était native de Caldégas, elle s'était installée à Sainte-Léocadie avec son mari.

DE LA PREMIÈRE À LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE. LE TRAUMATISME DE LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE :

Après la Première Guerre mondiale, la commune de Bourg-Madame ne pouvait ériger un monument n'ayant eu aucun mort[1] —ou deux si on prend en compte Jean Joseph Delcor, né à

[1] En effet, une partie de ces mobilisés bien qu'originaires de Bourg-Madame n'y demeuraient plus, pour une partie d'entre eux. Beaucoup avaient émigré, comme beaucoup d'originaires de la Cerdagne française, en Catalogne Sud, dans la région de Barcelone plus particulièrement. La même remarque peut être faite pour la commune de Caldégas.

[2] Nous remercions notre ami Miquèl Ruquet, qui a établi ces statistiques et nous les a aimablement communiquées.

[3] Raymond Georges Fabre, naquit à Sainte-Léocadie, commune cerdane limitrophe de Caldégas, le 1er avril 1881. C'était le fils de Bonaventure Fabre né à Nahuja (autre commune cerdane) le 16 août 1836 et de sa seconde épouse, Bonaventure Forga, née à Onzès, hameau de la commune de Caldégas. Bonaventure Fabre était fermier à Sainte-Léocadie où il mourut le 2 juillet 1912. Mobilisé en 1914 au 53e RI de Perpignan, Raymond Fabre mourut le 8 février 1915 à l'hôpital temporaire d'Évreux (Eure) des suites de blessures de guerre. Le registre matricule indique qu'il a toujours été domicilié à Sainte-Léocadie.

Caldégas mais résidant à Bourg-Madame avant la mobilisation, et Pascal Esteve, né à Bourg-Madame, mais résidant en Suisse au moment de la mobilisation : mais ces deux victimes de la guerre étaient si peu considérées comme membres de la communauté villageoise qu'ils furent vite oubliés— pendant le conflit. Caldégas, avec trois morts, dont un qui avait émigré à Carcassonne et un qui s'était installé entre temps à Bourg-Madame, fut dans le même cas.

Ancien étudiant en pharmacie et en odontologie, Thomas Casals fit toute la guerre dans les services sanitaires[2]. Cet engagement militaire, notoire, on en conviendra, pour un citoyen de Bourg-Madame, lui permettra en 1940 d'adhérer à la Légion des Combattants. Il fut élu conseiller municipal de Bourg-Madame lors d'une partielle après le décès du vieux maire Bonaventure Cot et installé dans ces fonctions le 19 mars 1922. Il fut élu maire le 9 mars 1930, après la démission de Francis Giboin, vétérinaire, maire élu le 4 mai 1929, après les élections générales. Casals, républicain modéré, tantôt URD, tantôt « républicain de gauche », plus rarement radical, essaya en vain de se faire élire conseiller d'arrondissement du canton de Saillagouse en octobre 1931 contre Barthélemy Lledos[3], maire SFIO d'Err qui fut élu de surcroît président de cette assemblée de l'arrondissement de Prades. Ses liens de parenté avec les Cadefau et les Noguera de Puigcerdà que nous avons mis par ailleurs en évidence[4] permettent de rendre compte de la radicalisation politique de Casals vers la droite extrême. En effet, ses deux cousins —en particulier Jacques Cadefau qui fut le maire républicain (socialiste modéré et catalaniste !) élu en février 1931 maire de Puigcerdà— se sentirent menacés par les « hommes d'action » de la FAI qui prirent le pouvoir à Puigcerdà le 18 juillet 1936 et semèrent la terreur en assassinant de nombreuses personnes, comme par exemple les 22 citoyens de la ville exécutés sommairement le 9 septembre 1936 au còrrec del Gavatx[5]. Des Cerdans espagnols franchirent la frontière et furent pris en charge par leur parenté française. Certains allèrent s'enrôler dans l'armée franquiste. Thomas Casals (et d'autres !) conçurent alors une haine profonde contre les gauches en général et les fronts populaires en particulier. La victoire des troupes de Franco fut saluée sur la frontière par le maire de Bourg-Madame qui, par contre, ne voyait dans les soldats de la 26e division de l'armée républicaine —l'ancienne colonne Durruti de la FAI, militarisée : le comble de l'horreur pour Casals !— et les civils de la *Retirada* qui franchissaient la frontière en Cerdagne qu'un ramassis de bandits et de criminels qui n'étaient pas les bienvenus dans sa commune.

LA SECONDE GUERRE MONDIALE :

Pendant la Seconde Guerre mondiale, Thomas Casals demeura maire, adhéra « naturellement » aux valeurs de la révolution nationale de Pétain, milita à la Légion des combattants, puis au SOL et enfin à la Milice. Cet engagement fut dans le droit fil de son soutien actif et enthousiaste au franquisme.

Cette radicalisation de Thomas Casals, peut-être aussi sous l'influence de ses fils, l'amena à contrecarrer les activités des résistants qui se recrutaient en premier lieu parmi des militants connus pour leur engagement à gauche. Cependant les archives et le témoignage de Charles Casals, fils de Thomas Casals, nuancent les faits : des témoignages écrits de gendarmes (1947) vont dans ce sens puisqu'il aurait « *défendu les intérêts de ses administrés* », aidé des officiers comme le capitaine Monnier qui entretenait « *une activité clandestine sur cette frontière* », serait intervenu auprès de la

---

[1] Longtemps, nous en tenant à la plaque apposée sur le mur de la mairie de la commune et tenant lieu de « monument » aux morts, nous crûmes que ce mort était de Bourg-Madame et relatâmes le fait dans plusieurs publications, à partir de 1996. Cette plaque a, depuis, été enlevée. Le nom devait être celui de Bolfa, car il semble, ainsi que le montre la transcription de décès annexée à l'état civil, que celui de Marty était inconnu jusqu'en 1995, date de la construction du monument de la *placeta de Cerdanya*.

[2] ADPO, 1 R 478, registre matricule. Incorporé à Perpignan à la 16e section d'infirmiers militaires, il fut promu pharmacien de 1e classe le 5 août 1917.

[3] André BALENT, « Frontière, négoce, contrebande, espionnage et politique : un notable cerdan de la première moitié du XXe siècle, Barthélemy Lledos (1884-1951) », *Études Roussillonnaises,* XIV, 1996, p. 129-150. Voir aussi la biographie à paraître dans le *DBMOMS.*

[4] BALENT, *op. cit.*, à paraître, 2009.

[5] Sur certains aspects de ces exactions, voir : André BALENT, « Joan Jordà « Penja Robes » (1897-1951), la Guerre Civile espagnole, son retour en Cerdagne française (1944-1951), état de la question », *Records de l'Aravó*, 4, Latour-de-Carol, 2007, pp. 6-10.

Gestapo afin de protéger des personnes détenues[1]. Pourtant, d'un autre côté, le témoignage[2] de Roger, fils du résistant de Bourg-Madame Méliton Sala —Catalan mais citoyen espagnol— mort en Allemagne en camp de concentration, accuse Thomas Casals qui aurait refusé d'intervenir en faveur de son père, auprès de la police allemande, à la demande d'autres habitants de Bourg-Madame. Méliton Sala, employé à la laiterie Domenech, était un militant communiste. Il participa à la résistance non communiste, en particulier dans le réseau « Ak-Ak » dont il fut un agent. Il fut aussi en contact avec l'atypique chef des *guerrilleros* présents en Cerdagne, Josep Mas i Tió. Méliton Sala, arrêté le 8 février 1944 mourut en déportation en Allemagne à Fallersleben le 18 mars 1945[3]. Cité à l'ordre de l'armée, il fut fait sous-lieutenant à titre posthume le 21 mars 1949[4]. Méliton Sala fut le troisième citoyen de Bourg-Madame et de Caldégas —le seul pour la Seconde Guerre mondiale— dont le nom fut inscrit sur le monument érigé en 1995.

Les fils de Thomas Casals devinrent des activistes de la Milice et deux d'entre eux, Franc-Gardes, participèrent avec des miliciens des Pyrénées-Orientales et de l'Aude et les forces d'occupation allemande au sauvage assaut du village conflentais de Valmanya, sur les flancs du Canigou, « coupable » d'avoir aidé le maquis FTPF « Henri Barbusse » et les *Guerrilleros* espagnols. Ils s'en prirent aussi à ces maquisards qui pour la plupart se dispersèrent dans la montagne[5].

Le 19 août 1944, le « clan » Casals se réfugia à Puigcerdà chez les cousins et, mettant à profit de précieuses connaissances de Thomas dans l'appareil d'État franquiste —comme le juge de première instance Carles Obiols Taberner, alors en poste à Madrid— put ensuite s'installer au Papiol, à proximité de Barcelone. Tous, le père (condamné en 1947 à l'indignité nationale à vie, à 20 ans d'éloignement et à la confiscation de ses biens[6]), les fils (condamnés à mort par contumace) et l'épouse de Jean Thomas, purent revenir à Bourg-Madame. Ils ne furent pas les seuls citoyens de la commune compromis dans la collaboration et engagés dans la Milice[7].

Entre temps, un conseil municipal provisoire remplaça une municipalité compromise avec Vichy et les nazis. Le 26 septembre 1944, Jean-Marie Blanchard fut installé comme nouveau maire, à qui succédèrent Jean Meya le 14 avril 1945 et Guillaume Serres le 18 mai 1945, après les premières élections municipales générales de la post (ou presque) guerre. À son retour de captivité en Allemagne, Jean Salvat, l'hôtelier socialiste, attendu par les résistants (de gauche) de Bourg-Madame, fut élu maire le 10 juin 1945[8]. Celui-ci, avec Jean Ribot, avait été l'adversaire de Casals aux élections au conseil d'arrondissement de Prades de 1937[9].

Les Casals ne cessaient, pourtant, d'avoir des sympathisants à Bourg-Madame, y compris parmi les conseillers municipaux élus avec Salvat en 1947. La nouvelle conjoncture de la Guerre froide fit de nouveau du communisme le danger prioritaire. On pouvait donc songer à être indulgents pour des activistes de droite forcément experts dans la lutte « antibolchevique » qu'ils avaient pratiquée avec tant de zèle durant les années de Vichy. Les Casals, par l'intermédiaire du seul fils encore libre en

---

[1] Ramon GUAL, Jean LARRIEU, *Vichy, l'occupation nazie et la résistance catalane*, II b, *De la résistance à la Libération*, Prades, 1996, p. 195 [témoignages du capitaine Marcel Jouniaux et du capitaine Paul Monnier].

[2] Témoignage publié dans Ferran SÁNCHEZ AGUSTÍ, *op. cit.*, 2003, p. 262. Ainsi, Thomas Casals aurait dit parlant de Meliton Sala détenu par les Allemands : « *Per un espanyol no puc fer res* ». Connu comme communiste, Sala était, automatiquement, antipathique à Casals. Nous avons prévu une notice « Sala Meliton » pour le *DBMOMS.*

[3] Il était né à Tòrrec (province de Lérida), le 15 décembre 1899. Il mourut en déportation. Son acte de décès fut transcrit sur l'état civil de Bourg-Madame le 31 décembre 1946, avec les mentions « mort pour la France », « mort en déportation » (AC Bourg-Madame, état civil).

[4] GUAL & LARRIEU, *op. cit.*, pp. 968, 969 ; SÀNCHEZ AGUSTÍ, 2003, pp. 251-269.

[5] Pour tous ces faits, les documents de la police franquiste déposés à l'*Arxiu històric de Girona* (AHG) donnent de nombreux détails sur les agissements des Casals et d'autres Cerdans de France compromis dans le collaborationnisme (Voir en particulier les liasses du fonds « Gobierno civil, negociados en frontera, 1940-1976 » : pour l'année 1944, les liasses 73 (*expedient* 73), 78 (*expedient* 26) et 82 (*expedient* 27) ; 1945 liasse 89 (*expedient* 24). Voir aussi : Xavier DEULONDER, *Els Nazis a Catalunya*, Barcelone, Llibres de l'Índex, 2007, 498 p. ; Ferran SÁNCHEZ AGUSTÍ, *Espías, contrabando, maquis y evasión. La II Guerra mundial en los Pirineos*, Lérida, Editorial Milenio, 2003, 302 p.

[6] *La Voix de la Patrie*, 10 mai 1947.

[7] En utilisant les documents de l'AHG, nous avons pu trouver d'autres noms à Bourg-Madame et à Enveitg (voir notre communication à paraître, 2009).

[8] AC Bourg-Madame, registre de délibérations du conseil municipal.

[9] Jean Salvat (1905-1989), du parti socialiste SFIO, propriétaire de la fameuse et aujourd'hui disparue *Hôtellerie cerdane* de Bourg-Madame. Maire de Bourg-Madame de 1945 à 1965. (BALENT, 1996, *op. cit.*, p. 141, note 4 et biographie en attente dans le tome du *Dictionnaire du Mouvement ouvrier, mouvement social, 1940-1968*, París, Éditions de l'Atelier, en cours de publication). Jean Ribot (1902-1982), cf. la notice que nous avons rédigée pour le *DBMOMS* et BALENT, *op. cit.*, 1996).

France, se débrouillèrent pour faire signer en 1949 une pétition demandant le retour de l'ancien maire dans le village. Mais Jean Salvat, mettant en balance sa charge de maire, empêcha la poursuite de cette tentative[1]. Jean Salvat convoqua une session extraordinaire du conseil municipal (5 août 1949) et fit voter une délibération[2] qui écartait clairement la tentative de Joseph Casals. La délibération expliquait que des conseillers municipaux avaient signé « *à titre personnel* » un projet de délibération présenté « *par M. Joseph (fils) Cazals (sic), tendant à faire avaliser le retour de son père M. Cazals Thomas dans la commune (…). Considérant que les signatures ont été obtenues que dans la mairie, en réunion publique et sous la présidence du maire (…)*
Considérant que les signatures ont été obtenues de façon déloyale, discourtoise vis à vis du maire et à son insu,
Considérant que M. Cazals fils a déclaré à certains conseillers municipaux que M. le maire donnerait son avis favorable au retour de son père M. Cazals Thomas ce qui constitue une manœuvre de chantage tendant à désolidariser les membres du conseil municipal et de son maire,
Considérant que cette délibération a été présentée afin de semer la confusion dans la région et à ridiculiser le maire,
Considérant que durant l'occupation, M. Cazals Thomas a eu une attitude antifrançaise et anti républicaine (…)
réprouve les agissements de M. Cazals fils,
déclare nulle et non avenue la délibération présentée par son fils ».

Les Casals purent revenir à Bourg-Madame, en 1951 puis en 1953. Le père récupéra sa pharmacie. Jean Salvat, le vieux maire SFIO, fut contraint à la démission en 1965, quelques semaines après les élections municipales. Beaucoup plus tard, pris de remords, Thomas Casals confia à Roger Sala (né en 1931), un des fils de Méliton menuisier à Bourg-Madame, le soin de fabriquer son cercueil et celui de son épouse...[3]

LE MONUMENT DE 1995 :

En installant un nouveau monument aux morts sur la récente *placeta de Cerdanya* inaugurée dix ans plus tôt le 15 septembre 1985, la municipalité de Bourg-Madame récemment élue voulut, à l'occasion d'une cérémonie solennelle, le 11 novembre 1995[4], pallier ce qu'elle estimait être une anomalie. La commune ne disposait pas d'un lieu de mémoire et de rassemblement où pouvoir célébrer dignement les commémorations patriotiques des 14 juillet, 11 novembre et 8 mai. Cette carence s'expliquait, nous l'avons montré, par le passé de la commune, en particulier pendant les deux guerres mondiales. C'est cette destinée singulière d'une commune de l' « extrême frontière » —pour reprendre la terminologie des rapports produits par les fonctionnaires des administrations de l'État pendant la première moitié du XIXe siècle— que les édiles ont voulu effacer en créant de toutes pièces une « mémoire » locale conforme avec celle, officielle, de l'État et véhiculée par l'école et les médias. On oubliait ainsi, ou l'on feignait de le faire, le phénomène massif de désertion et d'insoumission pendant la Première Guerre mondiale. Le nouveau monument qui appelle à la rescousse les victimes, peu nombreuses, de la commune voisine —entre temps opportunément fusionnée avec Bourg-Madame— très concernée elle aussi par l'insoumission et la désertion, ne distingue pas les deux conflits.

[1] Voir GUAL, LARRIEU, *op. cit.* 1996, pp. 194-195. AC Bourg-Madame, registre des délibérations du conseil municipal, texte de la délibération du 5 août 1949.
[2] AC, Bourg-Madame, registre des délibérations du conseil municipal.
[3] Entretien avec Roger Sala, Bourg-Madame, 26 juillet 2004.
[4] *L'Indépendant*, 26 novembre 1995, article de la rubrique locale de Bourg-Madame. Il faut remarquer que cette inauguration guinguettoise fut faite le jour même où les « Poilus » survivants de 1914-18 étaient décorés de la Légion d'Honneur dans leurs communes respectives —en Cerdagne, une cérémonie eut lieu à Latour-de-Carol en l'honneur de l'un d'entre eux—, événement qui fut abondamment couvert par les media. L'article ne livrait pas aux lecteurs du quotidien les noms des personnes qui y avaient été inscrites. Il évitait, également, d'expliquer pourquoi le nouveau monolithe de granit ne comportait que trois noms pour deux communes et deux guerres. Par contre, il insistait sur le fait que des représentants des communes de Puigcerdà et de Llívia, en Cerdagne espagnole, s'étaient rendus à la cérémonie.

Monument aux morts de la commune de Bourg-Madame – Caldégas (1995). Photo André Balent (**Juillet 2008)**

On pouvait ainsi occulter le fait que le maire de 1914-1918, contrebandier de produits nécessaires à la défense nationale, aidait personnellement les déserteurs. Pour la Seconde Guerre mondiale, on ne trouva qu'un seul nom, celui d'un résistant communiste de nationalité espagnole qui ne fut guère aidé —c'est le moins que l'on peut dire !— par un maire collaborationniste favorable aux nazis et dont deux des fils furent compromis dans la sauvage destruction d'un village du Conflent trop complice aux résistants. Ce monument, avec seulement trois noms, suggère qu'en 1918 et en 1945, Bourg-Madame et Caldégas ne formaient qu'une seule et même commune. En occultant le passé local, il permet à peu de frais de donner bonne conscience à la commune et de gommer la spécificité de son passé en empêchant les Cerdans, les habitants de Bourg-Madame en particulier, de le connaître et de le comprendre.

André BALENT

* * *

DES ASSURANCES SOCIALES À LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS L'HÉRAULT : 1930-1950.

Ces deux décennies ont vu la genèse d'un système de protection fondé sur l'exigence d'un régime obligatoire se substituant à la prévoyance libre qui avait laissé aux mutuelles le champ de la protection sociale. Les lois sont votées en 1928 et réellement instaurées en 1930. La France est parmi les derniers pays d'Europe à adopter un système initié par Bismarck en Allemagne à partir de 1883. Incomplet à ses origines, ce système ne concerne ni les fonctionnaires, ni les salariés dont la rémunération dépasse 15 000 francs annuels. Dans un contexte politique national et international plusieurs fois bouleversé, le projet évolue en France en trois périodes : de 1930 jusqu'en 1940, puis sous le régime de Vichy, enfin, après la Libération, dans une situation sociopolitique exceptionnelle qui mit la CGT au cœur de sa transformation. En dépit de l'orientation jacobine du système, l'étude des variations d'un département à l'autre révèle des paysages sociaux très différenciés.

Années 1930

Dans l'Hérault, l'assurance obligatoire est une épreuve pour de nombreuses mutuelles dont les budgets ne permettent pas une couverture suffisante des risques ; de plus elle se heurte à une résistance patronale très forte pendant les deux premières années.

Le système est vertical : chaque préfecture s'enrichit d'un Service des affaires sociales qui poursuit les récalcitrants en correctionnelle et récupère les fonds qui lui sont dus quand il y a liquidation car ses créances sont privilégiées. De grands propriétaires fonciers comptent parmi ceux qui résistent longtemps à l'application de la loi. Ce sont tous les secteurs de production, agriculture comprise, qui doivent déclarer leurs salariés et ont à verser des cotisations. Un grand propriétaire viticulteur héraultais assume cinq années de procédure pour tenter de résister à l'application de la loi à l'agriculture. Son dernier recours en cassation échoue en décembre 1937. Le ministère du Travail l'emporte.

La CGT s'était inquiétée dès 1932 de possibles complaisances et avait dénoncé « *la mansuétude coupable des pouvoirs publics* ». Il n'y a eu en fait, qu'une période de 16 mois, entre le 1er juillet 1930 et le 11 novembre 1931, pendant laquelle l'État a temporisé puis accordé une amnistie aux récalcitrants.

La Préfecture gère la mise en place de la loi sous la tutelle du ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Une Caisse primaire départementale est installée à Montpellier. L'Hérault a 500 000 habitants et compte 551 sociétés de secours mutuels de toutes tailles. La loi les oblige à produire leurs statuts et à justifier de leur équilibre financier. Celles qui ne peuvent produire les preuves d'un bon fonctionnement sont liquidées sur décision préfectorale. Parmi elles, beaucoup relevaient d'un mutualisme scolaire militant à la fois pour la laïcité et la promotion sociale par l'école. A partir de 1937, l'État contrôle tout l'ensemble. Ce n'est pas, loin de là, la fin du réseau mutualiste ; il se réforme et se reconstitue. On compte 600 mutuelles en 1936 ; elles sont partiellement regroupées en 8 Unions. Ces sociétés, en effet, doivent justifier d'un nombre minimum de 500 adhérents dont 50% de moins de 40 ans pour que la préfecture leur permette de créer des Caisses primaires par répartition couvrant les risques de maladie, les soins aux invalides, la maternité et le décès. Cela favorise les regroupements. En 1937, 11 caisses héraultaises ont reçu l'agrément et ont conclu un partenariat avec la Caisse primaire départementale. Laquelle est appelée à accueillir les assurés qui n'ont pas fait un choix par affinité et aussi à déterminer les honoraires médicaux.

Que faut-il entendre par « affinité » ? Il s'agit de références à une confession religieuse (*La Protestante)*, à des métiers, des origines géographiques (Tarn, Ariège, Catalogne…). La révision des statuts a induit un esprit nouveau dans les mutuelles : ainsi, la Préfecture n'admet pas que les « vénériens » soient exclus des soins médicaux. Et il faut rompre avec une tradition mutualiste d'inspiration vertueuse qui prévoyait l'exclusion pour concubinage, alcoolisme ou même indiscipline aux réunions.

La loi de 1930 autorise aussi les villes à choisir de placer leur personnel sous le régime général des

UNION DÉPARTEMENTALE
DES
SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS LA ROUSSILLONNAISE

Pour les Assurances Sociales !

Ouvriers, Employés, Travailleurs !

Si vous avez moins de 60 ans le 5 février ; si vous gagnez moins de 15.000 fr. (18.000 avec un enfant, 20.000 avec deux, etc.), *vous allez être inscrits comme* ASSURÉS OBLIGATOIRES.

Ceux d'entre vous qui sont membres d'une Société de secours mutuels et n'ont pas renoncé à l'affiliation à notre caisse (par lettre individuelle adressée à la Préfecture avant le 5 janvier), sont inscrits d'office à la Caisse d'Assurances Sociales de LA ROUSSILLONNAISE.

Rappelez-le à votre employeur, quand il remplira votre bulletin!

Mais si vous n'êtes pas mutualiste, vous pouvez aussi déclarer à votre employeur :

Je choisis la Caisse de LA ROUSSILLONNAISE!

C'est votre droit absolu!

C'EST AUSSI VOTRE INTÉRÊT!

Parce que seul le grand nombre assurera la prospérité des caisses;

Parce que la gestion mutualiste est la plus économique;

Parce que *La Roussillonnaise* a fait ses preuves : par sa *Caisse chirurgicale* (5.000 opérations), sa *Caisse de Retraites*, etc.

25.000 bénéficiaires des Assurances sociales sont déjà inscrits à la Caisse mutualiste.

VENEZ LES REJOINDRE!

Vous y serez chez vous, entre camarades, surveillant l'emploi de votre argent, gérant vous-mêmes vos capitaux.

N'hésitez donc pas! Répondez à votre employeur :

Ma Caisse? C'est LA ROUSSILLONNAISE!

Pour les renseignements, adressez-vous :
Aux Présidents des Sociétés de secours mutuels ;
Au siège social de *La Roussillonnaise, 2 bis*, rue de la République, Perpignan.

Tract de « La Roussillonnaise », UD des mutuelles des Pyrénées-Orientales (1930)

Assurances sociales ou à avoir leur propre caisse : c'est cette deuxième option qui est retenue à Montpellier en 1931 et à Béziers en 1932. Les retraités peuvent y rester affiliés et perçoivent des rentes plus avantageuses que celles de la Caisse nationale des retraites.

En octobre 1935, une autre caisse est installée à Montpellier : la Caisse régionale, qui couvre 5 départements : Aude, Aveyron, Gard, Hérault et Pyrénées-Orientales. Elle a le contrôle des rentes d'invalidité et soutient les caisses de répartition déficitaires.

L'État encourage les unions entre Caisses départementales et interdépartementales (comme la puissante « Salinière et viticole » des Salins du Midi), ou régionales. Car leur taille leur permet de participer à la Prévention : « L'Union libre des Caisses d'Assurances sociales de l'Hérault » est constituée le 19 octobre 1937, elle réunit les 11 caisses primaires du département y compris la Caisse départementale et une caisse appelée « Le Travail » qui est administrée par plusieurs responsables CGT. Créée dès 1930, elle a un président d'honneur, un universitaire, Etienne Antonelli, qui siège aussi à Montpellier à la Caisse départementale et à la Caisse régionale. Antonelli qui se situe comme « socialiste modéré » est l'un des principaux artisans du régime obligatoire pour lequel il a combattu au Parlement dès 1928, contre les ennemis de « *la loi folle* ». Il est le rapporteur de la loi de 1930 et membre du Conseil supérieur des Assurances sociales. « L'Union libre » est présidée par un socialiste, Léon Jean, conseiller général de Lunel. Elle se montre efficace par ses œuvres : à son actif par exemple la prise en charge de la colonie de vacances cévenole, et des contributions à la médecine préventive. La Caisse régionale coopère avec les caisses primaires pour les actions d'hygiène sociale.

L'expérience de la Caisse « Le Travail » est d'autant plus intéressante que les syndicats ne se sont pas situés en première ligne dans la genèse de l'assurance obligatoire. Les biographies du *Maitron* des militants des années 1930 révèlent les limites de leur investissement dans la gestion des caisses. La méfiance de ces milieux à l'égard de l'État bourgeois explique les réticences. Elles contrastent avec l'intérêt que leur inspirera plus tard la Sécurité sociale.

Les années de guerre. Vichy.

La débâcle, puis la volonté réformiste de Vichy dans le domaine de la famille, des retraites et de la prévention modifient les perspectives.

En 1939 et 1940, la trésorerie des Caisses est perturbée par l'interruption de l'activité de la Caisse des Dépôts et Consignations. Les réserves des Caisses qui sont gérées par la Caisse des dépôts et consignations doivent servir au versement d'allocations aux vieux travailleurs salariés. Elles vont se révéler insuffisantes. Et le contexte politique et social est une lourde épreuve : dans l'Hérault, après les difficultés liées à la mobilisation, le problème vient des réfugiés. Ce sont d'abord 700 Alsaciens et Lorrains inscrits après les annexions allemandes, puis les 132 000 réfugiés de l'exode de 1940. Des retours partiels sont organisés en septembre, surtout pour les 76 000 Belges, mais beaucoup d' Espagnols et de Français demeurent en 1941. Les Français qui ont perdu le contact avec leurs caisses d'affiliation sont pris en charge à partir de mars par l'Union régionale qui assume aussi les frais des Caisses agricoles coupées des Unions nationales de réassurance.

La section agricole de la CPAM, avec 32 000 assurés, est la plus importante de France : en effet, dans l'Hérault, l'agriculture occupe 45% des actifs. La CPAM souhaite unifier les deux régimes agriculture et commerce-industrie qui sont dissemblables tant pour les cotisations que pour les prestations. Elle tente en 1941 et 1942 d'obtenir à la fois le doublement des cotisations agricoles et la dissolution de la Caisse mutualiste « Les Travailleurs agricoles ». La réforme de mai 1943 va dans l'autre sens : les « Agricoles » quittent la CPAM et leur Caisse mutualiste ne dépend plus désormais que du ministère de l'Agriculture.

Le nombre des assurés obligatoires augmente en 1942 puisque le plafond d'affiliation est supprimé. Un projet d'étatisation générale des Assurances sociales en 1942 heurte le front des mutualistes et des syndicalistes confédérés. Antonelli s'inquiète : « *On tend à glisser de plus en plus du plan de l'assurance à celui de l'assistance* ». Les réunions des Conseils d'administration des Caisses sont rares en raison des problèmes de déplacement. Tout fait défaut : papier, stencils, équipements pour les colonies. Les colonies sanitaires qui sont de plus en plus utiles à cause des destructions et des pénuries épuisent dès 1942 le budget « Hygiène sociale et prévention » de l'Union régionale. Les

locaux de Sète sont détruits en 1944. La situation financière des Caisses qui était excellente avant la guerre s'est gravement détériorée. Selon le rapport financier de l'Union Régionale du 20 janvier 1944, les disponibilités sont passées depuis janvier 1943 de 43 à 33 millions (« *Les cotisations ne rentrent pas* »). Ainsi, en décembre 1943, la CPAM de Montpellier est dans l'impossibilité de satisfaire les demandes de subventions du Commissariat à la main-d'œuvre, du Secours national, du Comité d'entraide aux travailleurs français en Allemagne. Il en est de même en avril 1944.
Quand la Libération intervient, 5 administrateurs des Caisses de Montpellier, appelés devant les commissions d'épuration, démissionnent. Mais ils n'ont pas été gravement compromis par leur acquiescement formel et limité au régime de Vichy.

Le choix de la Sécurité sociale.

Le plan de création de la Sécurité sociale figure dans le programme du CNR. Le principe de l'affinité est supprimé dès 1945. Le directeur Pierre Laroque est à Montpellier le 26 janvier 1946. Il insiste sur l'idée de rupture mais il s'agira plutôt de changements dont le rôle reconnu aux syndicats n'est pas le moindre : l'ordonnance du 4 octobre 1945 veut que les 2/3 des administrateurs des Caisses soient désignés par les syndicats de salariés. Pendant la période transitoire qui précède les élections de 1947, c'est la CGT qui monopolise les postes. En octobre 1945, le Préfet répond négativement à la CFTC qui demande à participer au Conseil d'administration de la Caisse régionale et en juillet 1946, quand il s'agit de la Caisse de Montpellier, il affirme encore que les délégués de la CGT sont qualifiés pour représenter les syndicats. Seuls les choix de la CGT sont homologués.

Pierre Laroque est venu étudier la réalisation d'un projet cher à Antonelli : des services médico-sociaux (lutte contre la tuberculose, la syphilis, le cancer, organisation de colonies sanitaires). L'Union Régionale doit prendre en charge l'assurance vieillesse que la loi du 13 septembre 1946 généralise à l'ensemble de la population en attendant la création de la Caisse régionale vieillesse (en août 1948). La région doit servir de champ d'expérience à la réforme gouvernementale. Le système traverse une période de transition jusqu'aux élections des administrateurs en avril 1947. L'Union régionale prend le nom de CRAM et renouvelle son Conseil d'administration. Les travailleurs ont 14 représentants, tous de la CGT. En juillet 1946, Antonelli est écarté de la présidence provisoire au profit de Marius Potavin au nom du principe : « Les assurances sociales aux assurés ». Le nouveau président est un militant communiste et syndicaliste. Il était avant la guerre secrétaire du syndicat CGT du bâtiment. Prisonnier, évadé, il devient à la fin de la guerre délégué ouvrier départemental à la reconstruction. L'intention est d'opérer la relève de la Mutualité par le syndicalisme : une intention qui sera validée par les résultats électoraux de 1947.

Depuis mars 1946, en dépit des protestations de Montpellier (particulièrement de Jean Léon), l'Hérault a deux Caisses : Montpellier-Lodève et Béziers-St Pons. Autre nouveauté : 3 femmes entrent dans chacun des 2 Conseils d'administration. Louis Galtier, de la CGT, préside le C.A. à Montpellier et René Tournier, secrétaire du syndicat CGT des métaux, est président à Béziers. Ces deux caisses, dites « caisses absorbantes », récupèrent le patrimoine des anciennes caisses primaires qui sont dissoutes. Montpellier prend en charge le patrimoine de l'Union libre et de la colonie de Barre-des-Cévennes. Cependant, des sections locales sont admises à condition de présenter un minimum de 6 000 assurés, et une société mutualiste a la possibilité d'être agréée comme section locale à condition que la CPAM ait en charge la comptabilité et le contrôle des opérations. On comprend que ces changements aient entraîné un travail énorme pour les deux caisses du département. Il est rare qu'un département ait eu deux caisses : mais il faut rappeler que, depuis 1930, une caisse dite « Caisse unique » existait déjà à Béziers, versait des prestations, et percevait indûment des cotisations qui auraient dû revenir à la caisse de Montpellier. Ce n'est qu'en avril 1939 que cette situation irrégulière avait été mise à jour… Les données démographiques justifiaient l'existence de deux caisses car en 1946 il y avait 36 280 assurés sociaux inscrits dans l'arrondissement de Béziers et rattachés à la caisse départementale de l'Hérault.

La transition s'achève avec les élections d'avril 1947 : il y a eu évaluation des effectifs avec un pourcentage empiriquement estimé de 70% de cotisants. La CRAM a 525 554 assurés en janvier 1947.

Répartition :

Caisse primaire de Montpellier			112 850 assurés
=	=	de Béziers	59 205 =
=	=	des Pyrénées-Orientales	80 624 =
=	=	de l'Aude	72 080 =
=	=	du Gard	123 267 =
=	=	de l'Aveyron	77 528 =

L'Union régionale, désormais appelée Caisse Régionale d'Assurance Maladie, est dirigée par 31 administrateurs dont 12 membres de la CGT, et 3 de la CFTC représentent les travailleurs. Marius Potavin obtient la présidence en juillet. Etienne Antonelli, recruté comme « personnalité » reste membre du Bureau contre le souhait de la CGT. En juin 1948, Marius Potavin sera évincé au profit de Gourjon, représentant de la Mutualité.

Les 21 administrateurs représentants des salariés de la Caisse de Montpellier qui sont élus en 1947 sont majoritairement membres de la CGT : 12 (dont une femme) ; 2 CFTC (dont une femme). Etienne Antonelli « le père des Assurances sociales », est adjoint au CA sur la demande de Léon Jean. Un vote secret le porte à la présidence qui échappe à Ernest Coste, communiste, secrétaire de l'UD CGT. Le conflit est vif, et Coste dénonce « une coalition anti-cégétiste » et une « mise en cause de l'action du bureau provisoire ».

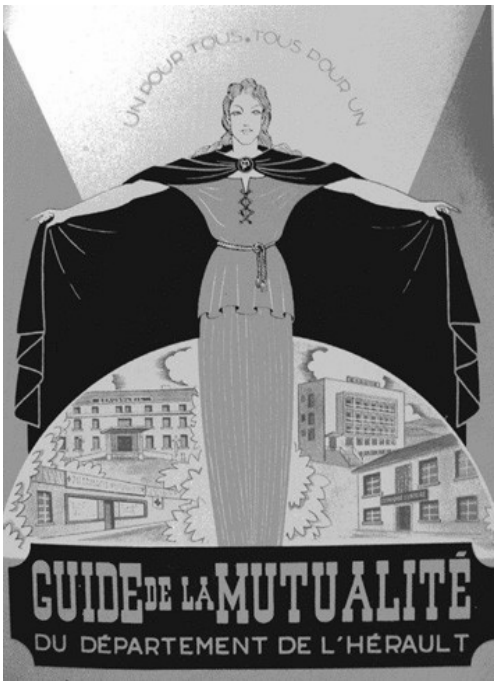
À Béziers, 11 sièges sur 24 vont à la CGT, 2 à la CFTC, 5 à la mutualité. Joseph Fabre, le président de l'Union mutualiste à Béziers est élu président malgré la candidature de René Tournier. La mort de Fabre en avril 1948 permet à Tournier d'être son successeur mais en tant que mutualiste car il est non seulement secrétaire du syndicat de la métallurgie à Béziers où les établissements Fouga sont très importants, mais aussi président de la mutuelle « Le Travail ». Un nouveau problème intervient avec la scission de FO. Quand Tournier est réélu à la présidence en octobre 1948, et encore en juin 1950, c'est comme représentant de Force Ouvrière.

La Sécurité sociale dans l'Hérault débute dans une ambiance conflictuelle entre les administrateurs et avec divers partenaires. La CRAM a un déficit de 15 millions au 31 décembre 1948. Elle réduit son personnel. Elle rejette une demande de subvention que la Section des Pyrénées-Orientales de la Fédération nationale des déportés et internés de la Résistance destinait à une colonie de vacances pour les enfants des familles les plus éprouvées. Elle accuse les médecins de réclamer des tarifs abusifs. Les tensions, dans les années qui suivent, ont leur traduction dans les médias, ce qui est un phénomène nouveau : c'est le cas pour le débat sur la reconstruction hospitalière. L'État impose une participation à la Caisse, ce que Potavin nomme « un abus de pouvoir ». Il craint le renforcement du contrôle financier de l'État sur la Sécurité sociale. En mars 1950, dans un contexte d'inflation, tous les organismes de Sécurité sociale de Montpellier sont en grève. Le CA, à l'unanimité, « dénonce la violation des principes de gestion des Caisses par les intéressés eux-mêmes » et « les pratiques qui transforment le contrôle légitime en tutelle inadmissible du ministère ».

Les ingérences de l'État que dénoncent les C.A. vont avec les dérapages financiers. Comme dans tout le pays, les prévisions de dépenses de l'assurance maladie ont vite été dépassées. Or, l'autonomie de l'institution dépend de son autonomie financière

Selon les administrateurs, les déficits des caisses tiennent à plusieurs facteurs : le nouveau mode de consommation médicale des assurés, les retards des versements des employeurs et des mandants, particulièrement des Services de la Reconstruction et des usines Fouga), les fraudes et abus venant soit de certificats de complaisance des praticiens, soit de faux dossiers établis par des assurés. Pour une part aussi, en ces débuts de la Sécurité sociale, les C.A. invoquent la formation insuffisante des personnels.

Peut-on cependant estimer que cinq ans après, le projet de 1945 est-il réalisé ? Il s'agissait d'assurer à tous une protection sociale, ce qui constituait une rupture avec le concept de la prévoyance libre — longtemps dominant—. En 1948 déjà, on est allé contre les intentions de 1945 en maintenant les anciens régimes particuliers et en autorisant de nouveaux régimes autonomes. En juin 1950, le directeur régional de la Sécurité sociale établit un bilan qu'il veut positif des résultats et « la valeur sociale du service rendu ». Même s'il reconnaît que l'on est entré depuis 1948 dans une période de déficits, il souhaite donner la mesure des progrès du nouveau système avec le regroupement des Caisses d'AS, les nouvelles attributions comme les accidents du travail et les maladies professionnelles. L'assurance longue maladie est certes génératrice de coûts supplémentaires. Mais « tout était à faire en 1946 » et désormais, déclare-t-il, « la Sécurité sociale doit être considérée comme un rouage nouveau de l'économie française en vue de modernisation ».



Guide de la Mutualité de l 'Hérault, 1954, (page de couverture)

PRINCIPALES SOURCES :

—Archives des Caisses : Procès-verbaux des Conseils d'administration et bureaux de la CPAM de Montpellier-Lodève de 1930 à 1950 et de l'Union Régionale des Caisses maladie-maternité puis de la CRAM de 1936 à 1950 – Procès-verbaux du Conseil d'Administration de l'Union libre des Caisses d'Assurances sociales de répartition de l'Hérault à partir d'octobre 1937 et du Conseil d'Administration de la Caisse de Béziers - Saint-Pons de 1946 à 1950.

—Archives départementales de l'Hérault : 10W577, Mutuelles de Montpellier —816W72, Fusions des caisses et partage de patrimoine ; 10W559, dossier général élections à la S.S. 1947 ; 10W540 et 541, élections à la S.S. Caisse de Monpellier-Lodève ; 10W 545 et 546, idem, Caisse de Béziers-St Pons.

—Archives municipales de Béziers, Q32, Assurances sociales 1929-1948.

—Michel Dreyfus, Michèle Ruffat, Vincent Viet, Danièle Voldman, *Se protéger, être protégé, une histoire des Assurances sociales en France*, Presses universitaires de Rennes, 2006, 347p., 22€, ouvrage collectif issu d'une enquête des correspondants de l'IHTP dans 31 départements.

—Hélène Chaubin, « Le fonctionnement des Assurances sociales dans l'Hérault de 1928 à 1947 », in *Cahiers de recherche de la Mire* (Mission de recherche-DRESS), p.69-73, *La Documentation française*, n°10-11, janvier 2001.

Hélène CHAUBIN

LA SFIO DE BÉZIERS À LA LIBÉRATION
L'IMPOSSIBLE CONQUÊTE DU POUVOIR, 1944-1945

Dominée par la puissance du parti radical-socialiste, Béziers, la capitale du vignoble languedocien, est restée, tout au long de la Troisième République, une terre de mission pour la SFIO. La faiblesse de son audience, les conflits en son sein font que le parti socialiste reste, jusqu'à la Libération, un *outsider*. L'émergence du régime de Vichy redessine progressivement les cartes du système politique. Fortement impliqués dans les mouvements et réseaux de résistance, les militants socialistes acquièrent, à la veille de la Libération, une nouvelle légitimité qui leur permet de se positionner comme les nouveaux dirigeants de la gauche biterroise. Cette influence leur permet de prendre le pouvoir en 1944. Arrivée au faîte de sa puissance locale, contrôlant les principaux rouages du pouvoir local, la SFIO va néanmoins rapidement voir ses positions remises en cause. En l'espace de quelques mois, les socialistes perdent une grande partie de leur puissance politique au profit des communistes puis des radicaux. Ce moment de l'histoire de la SFIO est une date-clef pour cette organisation politique. Au-delà des erreurs stratégiques commises par la SFIO durant cette période, cet échec renvoie d'abord à la difficulté du parti socialiste d'accroître sa base sociale sur Béziers. *In fine*, la SFIO retrouve, dès 1945 sa position d'avant-guerre, celle d'un acteur politique de second plan.

L'impossible émergence socialiste dans la citadelle radicale

Détenue par les radicaux-socialistes depuis 1904, Béziers reste pour la SFIO, avant la Seconde Guerre mondiale, un bastion imprenable. Plusieurs raisons expliquent ces difficultés à supplanter les radicaux. La première est, bien entendu, la capacité des radicaux-socialistes à préserver leur influence sur un territoire qu'ils contrôlent. Bien implantés dans les milieux économiques locaux, dans les structures associatives locales (mutualité, associations laïques, franc-maçonnerie,…), les radicaux préservent leur audience auprès des classes moyennes voire populaires qui, en d'autres endroits, ont pu glisser vers le socialisme. Cette influence se mesure électoralement. Durant l'entre-deux-guerres, ce parti va s'assurer un quasi-monopole de représentation de la ville au sein des conseil général et conseil d'arrondissement. La difficulté de la SFIO à supplanter son principal concurrent[1] tient d'abord à la faiblesse de son implantation sociale. La force du socialisme dans l'aire biterroise, ce sont les communes voisines de la plaine viticole qui, à l'exemple de Maraussan, font figure de bastions dont le développement a souvent pris appui sur le syndicalisme des ouvriers agricoles et les petits viticulteurs[2]. La sous-préfecture, elle, ne permet pas aux SFIO de s'appuyer sur une base sociale équivalente, ce d'autant plus que le municipalisme permet aux radicaux de limiter l'audience socialiste sur la ville[3].

Cette faiblesse de la SFIO est accrue, par ailleurs, par les divisions internes du parti. Bien avant l'unification, les socialistes se sont retrouvés divisés face à la puissance du radicalisme, une partie d'entre eux prônant l'alliance, l'autre le combat. Durant l'entre-deux-guerres, ces divisions prennent une ampleur inégalée. À partir de la fin des années 1920, les stratégies de coalitions électorales entre les différentes composantes de la gauche non communiste, portées par Édouard Barthe, député SFIO de la circonscription de Béziers Saint-Pons, sont contestées par la section de Béziers[4]. Sous la férule de son secrétaire, Fernand Roucayrol, cette dernière devient le fer de lance de la contestation du barthisme, majoritaire dans la fédération de l'Hérault. En réaction, Édouard Barthe cherche à limiter

---

1 Durant l'entre-deux-guerres, la droite est peu implantée électoralement. La compétition politique s'exerce principalement entre partis de gauche.

2 Sur le développement de la SFIO dans l'Hérault, nous renvoyons aux ouvrages de Jean Sagnes, *Le mouvement ouvrier en Languedoc,* Toulouse, Privat, 1980 ; *Politique et syndicalisme en Languedoc, L'Hérault durant l'entre-deux-guerres,* Université Montpellier III, 1986.

3 Sur cette organisation des radicaux sur la ville, voir la thèse en science politique de Fabien Nicolas, *Ressources privées et mobilisation politique : la construction du Parti républicain-radical et radical-socialiste à Béziers (1901-1939),* Montpellier I, 2004,

4 Sur le barthisme, voir Jean Sagnes, « Viticulture et politique. Édouard Barthe, député de l'Hérault », in *Hommage à Robert Laurent,* Université Montpellier Paul Valéry, Montpellier, 1982.

le potentiel politique de ses opposants, n'hésitant pas, selon les dires du préfet de l'Hérault, à favoriser la victoire des radicaux lors des élections municipales de 1929 :

« Une fraction importante du parti SFIO n'a pas soutenu la liste exclusivement socialiste et a voté pour la liste du maire sortant, formée de radicaux socialistes (groupe Herriot), de socialistes indépendants et de quelques socialistes SFIO. La manœuvre a dû être conseillée par M. Barthe, député, qui ne désirait pas voir M. Roucayrol, avocat, tête de liste SFIO avec lequel il est en désaccord arriver avec un nombre important de suffrages ».[1]

La scission néo-socialiste accroît, en 1933, cette compétition entre socialistes. Édouard Barthe, perdant le contrôle de la fédération précédemment dirigée par son ami le député-maire d'Agde Jean Félix doit abandonner le contrôle de la fédération à Fernand Roucayrol qui assure désormais le secrétariat. Dans un département où l'influence des « néos » est importante, surtout dans le Biterrois, la SFIO s'en trouve durablement affaiblie. En 1935, les élections municipales sont un nouveau désaveu pour la liste socialiste qui n'obtient aucun élu, largement devancée par une liste radicale ouverte aux républicains socialistes et aux néos-socialistes[2]. Les élections législatives de 1936 laissent, elles aussi, un bilan mitigé. La SFIO qui disposait de trois sortants dans le Biterrois n'en compte désormais plus qu'un, Fernand Roucayrol. L'isolement socialiste s'est donc accru en quelques années, se trouvant en opposition aux radicaux mais aussi aux « néos » qui n'hésitent pas à dénommer l'intransigeant Fernand Roucayrol « le petit dictateur de la fédération extra-dure de l'Hérault »[3]. Isolée sur sa droite, la SFIO peut prendre appui sur la dynamique du Front populaire pour conquérir de nouveaux soutiens. De fait, elle grignote une influence au détriment des radicaux dans la mouvance laïque[4]. Ceci étant dit, ces acquis ne compensent pas la concurrence croissante qui émerge à gauche des socialistes. La victoire du Front populaire atteste en effet d'une montée en puissance du PCF qui bénéficie des croissances électorales les plus fortes sur ces terres de gauche. Longtemps marginalisés, les communistes progressent au détriment des socialistes dont ils captent une partie de l'audience électorale mais aussi syndicale. Enfin, en 1938, la section est touchée par la scission du PSOP qui entraîne le départ d'une vingtaine de militants sous la houlette de Gaston Poussade, l'ancien secrétaire de la section[5]. À la veille de la guerre, la SFIO accuse le coup de cette moindre audience. Entre 1937, son pic d'adhésion, et 1939, le parti perd plus de la moitié de ses adhérents[6].

Le renouveau de la SFIO dans la Résistance

L'avènement du régime de Vichy marque un tournant politique pour la gauche biterroise. Dans un premier temps, il remet en cause l'organisation d'un système politique basé sur une compétition électorale désormais proscrite. Plus globalement, le régime de Vichy, qui affiche clairement un positionnement antiparti, interdit ces derniers ainsi que les structures de sociabilité au sein desquelles les militants se côtoient et militent (syndicalisme, franc-maçonnerie, associations d'anciens combattants…). Tout aussi fondamentalement, le nouveau régime pose la question du positionnement des responsables politiques face à Vichy. La SFIO, en tant qu'organisation, ne débat pas de la question, puisque le parti cesse rapidement d'exister. Dans ce contexte, des cadres du parti, et non des moindres, décident de cautionner le nouveau régime… à l'instar de la majorité des parlementaires de

1 Rapport du préfet de l'Hérault du 7 mai 1929, Arch. départ. de l'Hérault 3 M 2517.

2 « Au chef lieu d'arrondissement, et là principalement, la lutte a été politique. Deux thèses s'affrontaient, deux hommes opposaient leurs forces respectives : d'une part M. Albertini, maire sortant, se présentant avec une formation radical-socialiste appuyés de quelques unités radicales indépendantes, républicaines socialistes et néo-socialistes, de l'autre, M. Léon Baylet, député SFIO, candidat du front commun (….) M. Albertini (…) a remporté un succès éloquent. Arrivant largement en tête avec 6206 voix contre 3230 à M. Baylet,la moyenne de sa liste a réalisé 5877 voix contre 2544 à la liste SFIO, 1800 voix à l'alliance démocratique, 807 pour le PC ». Rapport du sous-préfet de Béziers du 14 mai 1935, Arch. départ de l'Hérault 3 M 2544

3 *Languedoc socialiste*, n°801, 29 janvier 1938.

4 Nous renvoyons à notre contribution, « Bouffons du curé, camarades… La laïcité, une matrice fondamentale de l'identité du socialisme méridional », in *Partis et cultures politiques en Languedoc au XXe siècle*, à paraître.

5 Rapport de police de Béziers du 12 juillet 1938, Arch. départ. de l'Hérault 1 M 1122.

6 En 1937, la section compte 260 adhérents, chiffre qui tombe à 199 en 1938 puis 128 en 1939. Arch. section socialiste de Béziers.

la République. Le cas le plus typique de cette évolution est Fernand Roucayrol. Après avoir voté les pleins pouvoirs[1], le député et secrétaire fédéral de la SFIO héraultaise va plus loin et adopte un soutien plein et entier au régime de Vichy. Écrivant des articles en ce sens dans *L'Effort*, le journal édité à Lyon par Charles Spinasse pour défendre des thèses anticommunistes et favorables à Vichy puis à la collaboration, il part par la suite à Paris dès 1941. Cette situation est loin d'être isolée. François Paul, ancien syndicaliste, ancien secrétaire de la section locale en 1934 devient chargé de mission auprès de Belin à Vichy alors que Gabriel Vachier, ancien secrétaire adjoint de l'union locale CGT, devient commissaire régional des auberges de jeunesse[2]. Le revirement d'une partie des élites de la section déstabilise fondamentalement la SFIO locale. Cette situation n'est pas propre à cette seule organisation politique. On la retrouve au sein du parti radical-socialiste. Les radicaux hostiles au Front populaire sont les premiers à glisser vers le nouveau régime, à l'exemple du député-maire en place, Auguste Albertini, qui est nommé membre de la commission départementale par le nouveau régime. Dans ce contexte, les premières tentatives de reconstitution du Comité d'action socialiste qui tente de reconstituer le parti sous l'égide de Daniel Mayer sont un échec dans le département en 1940[3]. Ces difficultés sont d'autant plus criantes à Béziers que le réflexe de plusieurs militants est d'abord de se tourner vers son dirigeant local, F. Roucayrol, qui cautionne désormais le régime d'exception[4].

Dans ce climat, il n'est pas étonnant que des militants, dans un premier temps, ne reprennent pas le contact avec les cadres qui tentent de restructurer une mobilisation politique[5]. Ceci étant dit, malgré ces difficultés, l'engagement des socialistes va progressivement se construire. L'attitude du régime de Vichy va aider cette mobilisation en apparaissant d'abord comme la revanche du Front populaire. Au cours des années 1940 et 1941, l'essentiel des municipalités SFIO de l'arrondissement sont révoquées pour mettre en place des délégations plus proches des attentes politiques du nouveau régime ; plusieurs fonctionnaires sont révoqués pour leurs activités syndicales ou leur appartenance à la franc-maçonnerie. Bref, si la priorité est de continuer la répression communiste initiée par la République, les socialistes ne sont pas oubliés.

Malgré la fin du parti SFIO, des cadres, militants et sympathisants socialistes vont jouer un rôle de premier plan dans la Résistance non communiste biterroise. La fin de l'organisation, en effet, ne remet pas en cause la sociabilité partisane, qu'elle soit locale ou extra-locale. Le premier mouvement à émerger est celui de *Liberté* qui s'est développé à partir de Montpellier. Regroupant des chrétiens-démocrates, des socialistes, voire quelques militants de droite tels que Jacques Renouvin, cette organisation attribue une place importante aux socialistes, notamment Émile Mathan, Albin Tixador ou Louis Cauvet, futurs cadres de *Combat* dans la région de Montpellier[6]. Une partie du développement du mouvement va s'appuyer sur les réseaux socialistes du département. C'est par cette entremise qu'émerge le mouvement *Combat* à Béziers Son premier animateur est André Robert, militant de la section locale avec qui Jacques Renouvin prend contact pour structurer l'organisation locale. Tête de pont sur la ville, Robert recrute alors principalement dans les milieux socialistes et socialisants. C'est par cette entremise qu'intègrent la Résistance des militants des jeunesses socialistes, tels René Lucille, Jean Broudet, l'ancien secrétaire fédéral, Jean Durand ou Fernand Pagès mais surtout des militants éprouvés de la section, Albert Mouly, Charles Brayle, Emile Tourrenc,

---

1 Il est suivi dans cette ligne par le député-maire SFIO de Castelnau-le-Lez, Élie Majurel. Par contre, Jules Moch, le troisième député socialiste du département fait partie des 36 parlementaires socialistes refusant de voter les pleins pouvoirs, en compagnie du radical Vincent Badie et du député-maire Jeune République de Montpellier, Paul Boulet.

2 Rapport de police du 19 décembre 1941, Arch. départ. de l'Hérault 363 W 345-1.

3 Rapport Ribière, décembre 1944, fond Daniel Mayer, FNSP. Voir aussi Marc Sadoun, *Les socialistes sous l'occupation*, Paris, PFNSP, 1982.

4 Cf. la lettre de F. Roucayrol à Jean Broudet du 31 août 1940, arch. Privées : «La France fait maintenant, par force, la politique de collaboration européenne qu'elle n'a pas su ménager quand elle était une nation indépendante (....) Nous avons lutté pour un autre destin. Mais la tâche immédiate consiste à assurer l'existence quotidienne de notre pays en attendant de la reconstruire sur de nouvelles bases. Faites part à nos camarades de ces explications et de ces sentiments.... ». Selon Lucien Lajous, l'ancien député est allé plus loin, lui déclarant : « il n'y a qu'un seul socialisme en France : le national-socialisme », *in Recueil des délibérations du comité local de libération de Béziers*, séance du 31 août 1944.

5 C'est le constat que tirent Jean Broudet et René Lucille, anciens JS qui tentent de renouer les liens avec leurs camarades. Entretiens avec l'auteur.

6 Sur la résistance socialiste dans le département, nous renvoyons à notre article « Résistance et pouvoirs dans l'Hérault» in *La résistance en Europe du Sud*, J.-M. Guillon, dir., Paris, L'Harmattan, 1999 .

Étienne Corbières, Jean Escaffit, Paul Singla… Ce noyau dur de l'ancienne SFIO utilise son réseau relationnel pour développer *Combat*, au-delà du parti, dans la mouvance socialisante ou radicale. C'est par cette entremise que de futurs cadres émergent. L'un de ces premiers en date est Pierre Malafosse, avocat de la ville, connu pour ses sympathies socialisantes[1]. C'est aussi le cas de Lucien Lajous, lui aussi avocat, dont le père figurait, en tant que sympathisant sur la liste socialiste lors des élections municipales de 1935 derrière le député Léon Baylet. Cette emprise des socialistes, structurelle en 1941, est encore plus forte autour de Béziers où le mouvement se structure souvent autour des noyaux d'anciens élus ou de militants. C'est le cas dans de nombreux fiefs d'avant-guerre, qu'il s'agisse de Pézenas avec François Raynaud, ingénieur et Jean Bene, ancien maire, Montady avec Louis et Madeleine Huc, ou Capestang, commune où les résistants paieront un lourd tribut à la Résistance, à l'image de Danton Cabrol qui sera tué au Col de Fontjun à la veille de la Libération de la région. Cet engagement résistant ne se limite pas au seul mouvement *Combat.* Il est tout aussi significatif dans les autres mouvements et réseaux, certains s'engageant d'ailleurs dans plusieurs organisations. Deux exemples sont ici à citer. Le premier est le cas de Pierre Malafosse. Successeur d'André Robert à la tête de *Combat*, il devient aussi l'un des premiers cadres de *Brutus*. Connaissance d'André Boyer, son confrère de Marseille, il prend en charge la direction du réseau en Languedoc avant de le diriger dans la région toulousaine[2]. Après son arrestation à Toulouse puis son arrestation rocambolesque, il rejoint Londres puis Alger où il devient membre du cabinet de Le Troquer puis membre de l'assemblée consultative[3]. À Béziers, un nouveau mouvement se structure plus tardivement, c'est *Libération* qui se développe autour d'un noyau d'anciens de *Combat.* Le responsable local est Jean Broudet. Lors de arrestation en juillet 1942, en compagnie de René Lucille, il était l'adjoint de Pierre Malafosse qui le remplace par Joseph Lanet, son ancien condisciple de la faculté de droit[4]. À son retour, Jean Broudet, à l'initiative de Francis Missa, responsable régional de *Libération,* lui-même un ancien de *Combat*, intègre le nouveau mouvement dont il devient le responsable dans le R3-2[5]. Le développement du mouvement se fait de manière rapide, principalement sur les noyaux socialistes, qui parfois quittent *Combat* pour rejoindre le nouveau mouvement et créent une double organisation avec souvent les mêmes dirigeants qui pilotent *Libération* et le parti socialiste clandestin.

Cette présence socialiste dans la Résistance se mesure à l'aune des responsabilités assumées au sein des mouvements unis de la Résistance, fusion des mouvements *Combat, Libération* et *Franc tireur*. Si le responsable de la R 3-2 est un non socialiste, Joseph Lanet, la plupart des autres, François Raynaud, Jean Broudet, Jean Bene figurent en bonne place dans l'organigramme local. Mieux structurés politiquement que la plupart des autres résistants, les socialistes jouent un rôle majeur dès 1943 quand se dessine la question de l'organisation des pouvoirs. On mesure mieux l'enjeu à la lecture de ce texte du comité directeur des MUR sur la question :

« ... L'attention des chefs de région est attirée de la façon la plus insistante et pressante sur l'importance de ces questions de désignations (des cadres administratifs de la France libérée (ndla)). Il apparaît que trop souvent, elles ont été sous-estimées (....) d'une surestimation des cadres de la résistance proprement dits, jugés capables à eux seuls d'encadrer immédiatement les territoires libérés au jour J, soit d'une répugnance estimable mais un peu naïve à s'occuper de ce qui pourrait ressembler à un partage des "places" (...) sinon, (...) il n'est pas douteux que les autorités d'occupation anglo-saxonnes auront tendance à reconnaître les autorités en place au moment du débarquement (...) si vous ne faîtes pas de propositions, d'autres s'en chargeront et il sera trop tard pour se plaindre[6] ».

Bénéficiant de leur légitimité résistante, de leur organisation, rien d'étonnant à ce que les socialistes se taillent la part du lion dans la répartition des pouvoirs lors de la Libération. Dès cette

1 La police de Béziers le définit comme ancien des jeunesses socialistes, ce qui ne semble pas être le cas.

2 Jean-Marc Binot, Bernard Boyer, *Nom de code : Brutus Histoire d'un réseau de la France libre*, Paris, Fayard, 2007

3 On trouve par ailleurs des militants SFIO dans d'autres réseaux. C'est le cas de *Cotre* avec Jean Durand ou Prosper Vidal qui en est le chef local, de *Coty* avec René Lucille.

4 Joseph Lanet, Mes souvenirs de résistance en R-32, doc. ronéo.

5 Entretien J. Broudet. La région R 3-2 couvre l'ouest du département de l'Hérault et le Narbonnais.

6 Lettre du comité directeur des MUR à toutes régions, 6/8/43, Arch. Jouvin.

période, Pierre Malafosse est choisi pour diriger le futur comité local de Libération alors qu'en 1944 Jean Bene deviendra président du comité départemental et François Raynaud sous-préfet de l'arrondissement. Par ailleurs, cette influence se mesure aussi à la capacité à combattre l'influence communiste dans le secteur biterrois. Qu'il s'agisse de l'échelon régional ou local, une lutte politique va structurer une compétition accrue entre socialistes et communistes pour le contrôle de la Résistance puis des nouveaux pouvoirs. Appuyés par plusieurs responsables régionaux (notamment Francis Missa et Louis Noguères membres du CRL le premier au titre de* Libération*, le second au titre de* Franc Tireur *; Raymond Chauliac, responsable de l'AS[1]), les socialistes locaux vont limiter l'influence locale des communistes qui tentent, appuyés par de Chambrun, président du CRL et avec le contrôle des FFI dirigés par Gérard Suberville, de renforcer leurs positions. Dans les faits, deux organisations s'affrontent durant la période de la Libération. Les socialistes, soutenus par d'autres cadres non communistes de la Résistance[2], contrôlant certains groupes de résistants armés (les CFL, le maquis Robert[3]), précèdent dans de nombreuses communes l'arrivée des communistes et installent les comités locaux de Libération[4]. C'est le cas à Béziers. Dès le 20 août 1944, Jean Bene préside une réunion à Béziers pour prendre de vitesse les communistes. Le lendemain, le groupe Cabrol pénètre dans la ville[5]. Le soir même, P. Malafosse, parachuté en France dès le 10 juillet 1944 fait une proclamation à l'hôtel de ville et installe le CLL. L'ordre républicain s'instaure progressivement et les responsables principaux en sont les socialistes. Quand Gérard Suberville arrive à Béziers, il tente de renverser la situation, interpellant en ces termes les membres du CLL : « je viens au nom de l'État-major FFI vous demander de vous retirer pour laisser la place à un conseil militaire qui administrera la ville et mènera à bien l'épuration »[6]. Homme autant courageux que rugueux, Suberville doit néanmoins s'incliner devant des cadres du MLN qui disposent de leurs propres troupes[7]. Désormais, la SFIO a pris le pouvoir à Béziers….

La Libération : l'occasion manquée de la SFIO

De fin août à novembre 1944, les socialistes semblent avoir acquis des positions qui vont faire d'eux les grands vainqueurs de la Libération. Le préfet de l'Hérault ne dit pas autre chose dans son rapport au ministre : « La SFIO va prendre une influence énorme »[8]. Ce qui est vrai du département, semble encore plus prégnant à Béziers. Les deux principaux pouvoirs, la sous-préfecture et le CLL sont détenus par des militants du MLN et de la SFIO qui veulent imprimer leur marque dans la gestion de la ville. En l'espace de quelques semaines, l'action du CLL prend des allures de république indépendante… lançant notamment de profondes réformes locales[9]. Profitant de la période de troubles de la Libération, le CLL se permet d'aller très loin dans ces décisions. Dans le cadre du ravitaillement, problème crucial dans la région de monoculture viticole, le CLL n'hésite pas à instaurer du troc avec d'autres régions, saisir des stocks, instaurer une police du ravitaillement en surveillant les commerces. Le nouveau pouvoir veut jouer un rôle déterminant dans la gestion de la répression et du maintien de l'ordre. Des arrestations sont décidées alors qu'une commission du CLL est mise en place pour gérer ces problèmes. Enfin, le CLL de Béziers met en œuvre des actions encore plus spectaculaires. La première est la taxation des entreprises suspectées d'avoir collaboré avec les

1 Raymond Chauliac, néo-socialiste, rejoint le parti socialiste dans la Résistance.

2 C'est le cas de Joseph Lanet, du délégué militaire régional.

3 Pour contrer la direction des FFI, Chauliac, Missa et Noguères obtiennent du délégué militaire régional que les groupes francs dépendent de ce dernier.

4 Voir par exemple cette lettre de Lucien Couderc du 19 octobre 1944 à Jean Bene, président du CDL : « Avec M. Fontès, chef du maquis Robert, nous sommes allés installer la 4e république à Roquessels » in arch. départ. de l'Hérault 31 W 94. Lucien Couderc est secrétaire de la section SFIO de Gabian, Fontès secrétaire fédéral provisoire du parti, et Jean Bene ancien maire SFIO de Pézenas.

5 Jean-Auguste Bailly, *La libération confisquée, le Languedoc 1944-45*, A. Michel, Paris, 1993.

6 Claude Mazet , *Chroniques de jours singuliers*, août 1995, ronéo. Arch. privées.

7 Plusieurs résistants lui reprochent des menaces de mort (Entretiens Pagès, Broudet, Lucille). Suberville dénonce, de son côté, le même type de menaces (Entretien Suberville).

8 Rapport de novembre 1944, in Arch. départ. Hérault 137 W 34.

9 M. Caron-Leulliez, « Le pouvoir municipal dans les villes de l'Hérault », Centre d'histoire contemporaine du Languedoc méditerranéen et du Roussillon, Montpellier, 1982.

Allemands. La seconde est la mise en œuvre d'une opération d'aménagement, celle du quartier Saint-Jacques, connu comme insalubre et que les Allemands avaient fait évacuer. Le CLL décide de le raser pour construire un habitat moderne à destination des milieux populaires de ce quartier. Afin de financer ce projet, il est alors prévu d'utiliser les amendes perçues auprès des entreprises et des commerçants[1]. Bien évidemment, ces actions revêtent souvent un caractère juridique des plus douteux. Il est vrai que la plupart des membres du CLL n'ont jamais été élus, que plusieurs ont vécu pendant des années dans la clandestinité et l'illégalité, et que l'État, en cours de réorganisation, n'est pas forcément en situation de jouer son rôle de contrôle. Ceci étant dit, le préfet impose progressivement la légalité juridique et remet en cause une grande partie des décisions du CLL.

Deux nouvelles affaires vont, en novembre et décembre 1944, remettre encore plus fondamentalement en cause les positions acquises par la SFIO : « L'affaire Malafosse » et la révocation du sous-préfet. Dans un article paru dans *Midi-Libre,* Gilbert de Chambrun, président du CRL prend à parti Malafosse qu'il accuse d'avoir participé, sous couvert de sa mère, au capital d'une entreprise qui a travaillé pour les Allemands[2]. Suite à cette attaque, les communistes vont mener la charge contre le président du CLL. Depuis l'entrée de Joseph Lazare, le PC, en effet, clive de plus en plus les membres du comité en deux camps, MLN-SFIO d'une part, CGT-PC-FN d'autre part. Après le repositionnement du PC sur l'affaire des démolitions, les communistes demandent que Malafosse démissionne. Pour contre attaquer, ce dernier demande un vote de soutien mais n'obtient que 9 voix contre 11[3]. Il démissionne alors le 9 décembre, suivi des membres du MLN et de la SFIO. Par solidarité, Lucien Lajous, pressenti par le préfet, refuse de prendre la succession qui échoit finalement à Joseph Lazare[4]. Bien que Pierre Malafosse gagne tous les procès intentés suite à cette affaire, contre *Midi Libre* notamment, son audience en pâtit. Il en est de même pour la SFIO qui est partie liée avec lui, ce d'autant plus que beaucoup pensent que Malafosse est lui-même membre de la SFIO, ce qui fait d'ailleurs débat au sein du parti[5]. Devant cette situation, L'intéressé va hésiter sur la stratégie politique à suivre puis abandonner le combat localement avant de partir plus tardivement à Paris[6].

Durant la même période, un deuxième événement va miner l'influence de la SFIO sur la ville, c'est la suspension du sous-préfet, tenu responsable de l'incapacité des pouvoirs publics à limiter arrestations et exécutions arbitraires. Malgré les efforts du CLL et du sous-préfet, la police FFI continue encore, durant l'automne 44, des arrestations arbitraires. Le 20 décembre, quatre condamnés à mort sont exécutés sommairement, alors que le 29 c'est un milicien qui est victime des mêmes procédés, et la nuit du réveillon, le fils de ce dernier[7]. Devant cette situation, le préfet suspend F. Raynaud qui sera par la suite révoqué par le ministre, malgré les interventions de la section SFIO[8].

---

1 *Voir* Claude Mazet, *Béziers, « l'affaire des démolitions », 1987,* 179 pages. Membre du CLL, militant du MLN puis de l'UDSR Mazet est l'architecte en charge du projet ainsi que le *Recueil des délibérations du comité de libération de Béziers* (318 pages).

2 Il s'agit de la Société française du bâtiment dont sont actionnaires Georges Mas, Mme Veuve Malafosse et le gérant, Henri Sige (Registre du tribunal de commerce de Béziers du 20 septembre 1943). Par ailleurs, Pierre Malafosse connaît Georges Mas qui l'aurait aidé durant la résistance (lettre du président du CLL au commissaire de la République du 30 septembre 1944). Arch. Malafosse. Le CLL a condamné Georges Mas à 3 millions d'amende.

3 Claude Mazet, *Chroniques de jours singuliers*, août 1995, ronéo.

4 Claude Mazet, *op. cit.*

5 Voir la lettre de Daniel Mayer à Louis Fournier, secrétaire section Béziers du 9 mars 1945 : « Le groupe Jean Jaurès ne comprenait en principe que des membres de la SFIO appartenant à la SFIO avant 1940. Aucune adhésion nouvelle ne pouvait être acceptée par le parti sans être ratifiée après la Libération par la section ou la fédération concernée... en ce qui concerne Malafosse, s'il ne peut prouver qu'il a été adhérent avant 1940, il s'agit donc d'une simple demande d'adhésion (...) Je sais que Malafosse siégeait au groupe socialiste à Alger. En ce qui concerne Paris, j'ai, au nom du parti, rappelé lors de la constitution du groupe, que seuls les membres du parti pouvaient y siéger et Malafosse n'y est jamais venu ». Arch. SFIO, correspondance fédérale, Arch. OURS. Le secrétaire écrit à Mayer car J. Moch, croyant que P. Malafosse étant membre du groupe Jean Jaurès à Londres avant d'être directeur de cabinet du ministre de la Guerre, le Troquer, était avant 1944 considéré comme un militant SFIO.

6 C'est ainsi que P. Malafosse, père spirituel du *Béziers républicain,* décline la direction du journal. Arch. départ. de l'Hérault, 356 W 103.

7 Roger Bourderon, *La Libération du Languedoc méditerranéen,* Paris, Hachette, 1974, p. 258.

8 Raynaud obtiendra un poste à Toulouse au ministère Jeunesse et Sports. Il reviendra en poste dans le département dans les années 1960.

La conjugaison de ces deux affaires, les remous liés à la gestion de la ville par le CLL, affaiblissent les socialistes locaux, ce d'autant plus que c'est maintenant le PC qui a pris la direction du CLL et qui, rétablissement progressif de l'ordre aidant, se construit une nouvelle légitimité. Dans ce contexte, la période électorale qui s'ouvre au début de l'année 1945 est révélatrice de l'affaissement des socialistes sur la ville. Deux causes principales expliquent l'échec à venir de la SFIO. Le premier est le passif auprès d'une partie de la population lié à la gestion de la période de la Libération. Le nouveau sous-préfet ne se trompe pas dans ses prévisions « Étant donné le passé politique et les violentes critiques que son administration au cours des semaines qui suivirent la Libération ont valu aux personnalités les plus marquantes de la SFIO et du MLN, il est vraisemblable que les radicaux obtiendront la majorité »[1]. Les résultats sont en effet mauvais pour les socialistes qui n'arrivent que loin derrière les radicaux et les communistes au 1er tour des élections municipales. Pour ne prendre que cet exemple, durant la campagne électorale, le groupement de défense des quartiers évacués diffuse un tract donnant la liste des membres du CLL qui ont voté la destruction des quartiers en question[2]. Au-delà de cette donnée, une autre s'avère tout aussi fondamentale, ce sont les erreurs tactiques de la SFIO. La section locale se met en effet progressivement en situation d'isolement, alors que de nombreuses propositions d'alliance lui sont faites. Ce refus est d'abord fondé sur les espoirs que le parti fonde dans son avenir électoral entre 1944 et 1945. Dans un rapport envoyé par Francis Missa, délégué régional à Daniel Mayer, il apparaît clairement que l'horizon politique est radieux : « Nous sommes sûrs de retrouver nos anciennes troupes d'avant 1939, notre audience parait toutefois plus grande dans tous les départements et particulièrement dans l'Hérault où les anciens néos sont revenus (...) la reconstitution du parti est particulièrement posée dans la région de Béziers dont le maire est notre camarade Malafosse »[3]. Les faits semblent d'ailleurs donner raison à ce point de vue. La SFIO occupe de nombreuses positions politiques et administratives dans le département alors que les effectifs de la section locale connaissent une progression fulgurante. Entre 1944 et 1945, la section passe de 200 à 320 adhérents[4], dépassant le pic d'adhésion de 1937. La disparition de l'USR qui ne se reconstitue pas à la Libération[5], le retour des anciens du PSOP, l'arrivée de nouveaux militants, parfois issus de la Résistance[6], laissent, à priori un espace politique important à la SFIO. Il n'est pas surprenant, dans ce contexte, que la section rejette les perspectives d'alliance proposées par les autres composantes de la gauche et de la Résistance en préjugeant de sa propre capacité électorale. Au cours des mois de mars et avril 1945, plusieurs discussions ont lieu entre radicaux, MLN, SFIO et PC. Très vite, les blocages vont apparaître, empêchant une liste commune. C'est d'abord l'exigence des radicaux, sortants, qui réclament la majorité des sièges ce qui fait achopper le projet. Les socialistes qui se voient proposer 1/6e des sièges rejettent la proposition[7]. Le refus exprimé par le PC et le Front national de voir figurer P. Malafosse sur la liste, ajouté aux tensions préexistantes entre communistes et socialistes font que la section locale rejette le projet de liste unique, suivi en cela par le MLN[8]. Enfin, la SFIO choisit de rejeter le projet d'alliance avec le MLN dirigé par J. Lanet. Partant avec ses propres couleurs, les socialistes vont connaître une déconvenue importante. Le soir du 1er tour, ce sont les radicaux qui arrivent en tête, avec une moyenne de 74500 voix, devant les communistes, 6670 voix, la SFIO avec 4943 voix et le MLN avec 2143 voix. Ce résultat est une douche froide pour la SFIO qui avait mésestimé la capacité de résistance des radicaux et l'essor de l'influence communiste. Malgré l'arrestation d'Albertini qui est resté à la tête de la municipalité de 1940 à 1944, l'absence dans la résistance d'Émile Claparède, son ancien adjoint, les radicaux préservent leur influence électorale tout en faisant aussi figure de parti de l'ordre dans une ville qui a connu une libération agitée. Le PC, acteur politique électoralement marginal avant 1939, connaît la progression la plus spectaculaire, tirant profit de son rôle de résistant et de son ancrage dans le monde syndical tout en

1 Rapport du sous-préfet du 24 avril 1945, arch. départ. de l'Hérault 389 W 19.

2 Lettre du groupement de défense des quartiers évacués de Béziers du 26 avril 1945, arch. départ. de l'Hérault 398 W 19

3 Rapport Leveillé (F. Missa), Correspondance fédérale, Fonds SFIO, arch. OURS.

4 Arch. Section SFIO de Béziers. La progression est linéaire jusqu'en 1947 où les effectifs atteignent le chiffre inégalé de 352 adhérents.

5 Par ailleurs, Édouard Barthe, *leader* de cette organisation est rendu inéligible pour avoir voté les pleins pouvoirs en 1940.

6 C'est le cas de Lucien Lajous par exemple.

7 Rapport de police du 16 avril 1945, arch. départ. de l'Hérault 12 W 732.

8 Réunion de section du 6 avril 1945, arch. Section SFIO de Béziers.

drainant de nouveaux adhérents issus d'univers politiques très diversifiés[1]. Quand on compare les résultats obtenus par rapport à 1935, le PC passe de 7 à 32 %, les radicaux de 55 à 35 %. Par contre, la SFIO reste quasiment stable, ne gagnant qu'un point, à 23 % des voix. Son rejet d'alliance avec le MLN met les socialistes dans une position marginalisée. Pour le second tour, ils sont obligés d'acter le *leadership* communiste dans une liste d'union dirigée par Joseph Lazare. Après le retrait des radicaux de la compétition, la liste unique de la Résistance triomphe. L'organisation de l'équipe municipale qui fait suite aux élections montre la fragilité des positions de la SFIO. Les socialistes demandent le poste de 1er adjoint, mais ils se voient opposer un refus catégorique des communistes qui leur propose les 3e et 4e adjoints. Le PC se permet cette position puisque dans le même temps, le MLN, qui n'a pas digéré le refus des socialistes de faire liste commune au 1er tour, acceptent deux postes d'adjoints[2]. Dans ces conditions, la SFIO refuse de prendre un poste d'adjoint[3].

Pour conclure cette histoire, malgré le rôle primordial des socialistes dans la Résistance locale, la SFIO retrouve sa position de minorité politique qui était la sienne en 1935. L'échec de ces deux candidats aux cantonales de l'automne, Jean Broudet et Louis Fournier, confirmera cet échec socialiste qui permet aux communistes de monopoliser la représentation de la ville au conseil général en 1945. Pour autant, cette marginalisation va paradoxalement prendre fin dès 1947. La cause principale n'en est pas la progression électorale socialiste, mais la rivalité entre radicaux et communistes sur fond de Guerre froide. Dans ce contexte, le soutien de la SFIO à l'un des deux camps devient l'enjeu politique majeur. Choisissant le camp radical, les socialistes permettent aux radicaux de reprendre « leur » ville dès 1947. En contrepartie, la SFIO obtient, jusqu'en 1977 des postes clefs dans les municipalités Ain, Claparède puis Brousse.

Olivier DEDIEU

* * *

PROGRAMME DE LA JOURNÉE D'ÉTUDES DE L'ASSOCIATION MAITRON LANGUEDOC-ROUSSILLON :
CATALANS DU NORD ET LANGUEDOCIENS ET L'AIDE À LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE (1936-1946)

1e demi-journée, présidée par Nicolas Marty, maître de conférence, histoire contemporaine, UPVD, Ass. Maitron LR
MOUVEMENTS POLITIQUES ET ESPAGNE RÉPUBLICAINE

9 h :
Ouverture et introduction d'Olivier DEDIEU, CEPEL Montpellier I, président de l'Asso. Maitron LR.
Allocutions de représentants de la mairie de Perpignan, de l'Université Perpignan Via Domitia

9 h. 30 :
Pierre CHEVALIER (professeur d'histoire, proviseur adjoint du lycée Comte de Foix, Andorre, Assoc. Maitron LR) : "Le catalan Jean Rous, envoyé spécial de Trotsky auprès du POUM, et la vie quotidienne d'un pays en guerre (Barcelone-Madrid, Août 1936)"
9 h. 50
André BALENT (professeur d'histoire, lycée Jean-Lurçat, Perpignan, Assoc. Maitron LR) « Les réseaux clandestins d'aide à l'Espagne républicaine en Catalogne du Nord, passages de volontaires et d'armes »
10 h 10 :

[1] C'est le cas du docteur Simorre, membre du CLL qui devient compagnon de route du PC après avoir été recruté par le socialiste André Robert dont il était le médecin traitant (Entretien Simorre). Plusieurs socialistes, par ailleurs, rejoignent le PC durant la guerre ou après la Libération.
[2] Dont le 2e, attribué à Joseph Lanet, futur responsable départemental et national de l'UDSR. Voir Éric Duhamel, *L'UDSR ou la genèse de François Mitterrand*, CNRS éditions, Paris, 2007.
[3] Rapport de police du 19 mai 1945, Arch. départ. de l'Hérault, 161 W 66

Discussion

10 h. 30 :
PAUSE

10 h. 45 :
Fabien NICOLAS (Docteur en Science Politique, Université de Montpellier I), « Le Radicalisme méridional au prisme de la Guerre d'Espagne : un parti de l'ordre au temps du Front populaire »
11 h. 05 :
Josep Maria SOLÉ i SABATÉ (Professeur d'Histoire contemporaine, Université autonome de Barcelone), « França, 1936-1946: Actituds i compromisos dels exiliats catalans i espanyols ».
11 h. 25 :
Discussion

11h. 55 PAUSE ET REPAS

2e demi journée, présidée par Olivier DEDIEU, CEPEL, Université de Montpellier I, Assoc Maitron LR
MOBILISATION SOCIALE POUR L'AIDE À L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE :

14 h :
Paul TIRAND (historien, Castelnaudary, Assoc. Maitron LR) « Les francs-maçons du Roussillon et du Bas Languedoc et la guerre d'Espagne ».
14 h. 20
Queralt SOLÉ i BARJAU (Université autonome de Barcelone) & Gemma CABALLER, « Els catalans i la tasca de socors als refugiats: el *Comité national catholique de secours aux réfugiés d'Espagne* »
14 h. 40 :
Discussion

15h 20 PAUSE

15 h. 40 :
Pierre GRAU (professeur d'Histoire, Montpellier, Association Maitron LR), « L'aide aux Intellectuels Catalans. Montpellier entre Marseille et Perpignan ».
16 h. :
Berenguer BECAT (étudiant en histoire master, Université de Perpignan Via Domitia) « Imatges i representacions cinematogràfiques de la Guerra Civil a les campanyes de suport a la República espanyola a la Cataluya del Nord ».
16 h. 20 :
Discussion

17 h. 50. CONCLUSION (OLIVIER DEDIEU)

PARTICIPATION AUX DÉBATS DE LA JOURNÉE :
Claude PENNETIER (Directeur du *Maitron, Dictionnaire du Mouvement ouvrier, mouvement social, 1940-1968*, Centre d'Histoire sociale du XXe siècle, Université de Paris I Sorbonne).
Rémy SKOUTELSKY (CHS XXe siècle, Paris I Sorbonne, historien des volontaires français des brigades Internationales)

SOIR :
21 h :
projection du film de Lluís LLECH, *L'exode d'un peuple* [La Retirada en Rousssillon et en Vallespir, février 1939 del Nord]
suivie de celle du film de Felip SOLÉ *La Tarasca*, canal 33, Televisió de Catalunya, 2002

Débat

ACHETEZ LES VOLUMES PARUS DU *MAITRON*

5e PARTIE : DE 1940 À 1968

Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier, mouvement social

Tome 1 : de A à Bek
Tome 2 : de Bel à Bz
Tome 3 : de Ca à Cor

LE TOME 4 EST PARU EN SEPTEMBRE 2008
SOUSCRIVEZ AUX VOLUMES SUIVANTS

CHAQUE TOME COMPREND UN VOLUME PAPIER (650 NOTICES, ENVIRON) ACCOMPAGNÉ D'UN CÉDÉROM COMPRENANT ENVIRON 1800 NOTICES SUPPLÉMENTAIRES. PRIX : 75 €

Le* Maitron *est publié aux Éditions de l'Atelier, 51-55 rue Hoche 94200 – Ivry-sur-Seine
www.editionsatelier.com

Consultez également le site du « Maitron » : www.maitron.org